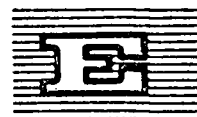


**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**ECONOMIQUE**  
**ET SOCIAL**



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.10

31 juillet 1974

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur  
la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui ont été  
communiqués par les gouvernements en application de la résolution  
1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Egypte .....	2
Irak .....	12
République arabe syrienne .....	32
Tchécoslovaquie .....	36

EGYPTE

/Original : arabe/

26 avril 1974

1. Pendant la période considérée, la République arabe d'Egypte a pris des mesures de grande portée dans le domaine des droits de l'homme; la plus importante d'entre elles est probablement la promulgation, le 11 septembre 1971, de la nouvelle Constitution, dans laquelle sont énoncés les principes essentiels à respecter en la matière. La majeure partie des dispositions de la Constitution est consacrée aux droits de l'homme, en particulier aux droits économiques, sociaux et culturels. Dans l'instrument qui la promulgue il est dit que la Constitution vise expressément le progrès social, ce qui implique que toutes les ressources et facultés créatrices soient mobilisées, que les Egyptiens soient libérés politiquement, économiquement, culturellement et intellectuellement, et que leur dignité soit protégée par la loi, garante des libertés et fondement de la légitimité du pouvoir. Le titre II de la Constitution traite des éléments essentiels qui composent la société égyptienne; aux termes de la Constitution la solidarité sociale constitue le fondement de la société (art. 7) dont la famille est la cellule de base (art. 9). La Constitution stipule également que la société a le devoir de veiller sur la moralité et de la protéger (art. 12) et que l'Etat doit assurer les services culturels, sociaux et de santé et veiller en particulier à ce que ces services soient améliorés et rendus plus facilement et plus régulièrement accessibles dans les villages (art. 16).

2. La Constitution stipule que l'économie nationale doit être organisée suivant un plan de développement d'ensemble visant à assurer l'équilibre entre les activités économiques du secteur public et celles du secteur privé, en fonction des objectifs sociaux à atteindre et du bien-être de la population; elle place la propriété, quelle qu'en soit la forme, sous le contrôle du peuple et la protection de l'Etat. Aux termes de la Constitution la propriété privée est constituée par le capital non utilisé qui remplit une fonction sociale au service de l'économie nationale, dans le cadre du plan de développement, sans détournement ni abus. La Constitution stipule, en outre, que la propriété privée ainsi définie est protégée et elle n'en autorise la saisie que dans les cas prévus par la loi et en vertu d'une décision judiciaire. Elle n'autorise l'expropriation que pour cause d'utilité publique et moyennant une juste indemnité, et elle n'admet la nationalisation que si l'intérêt public l'exige, auquel cas cette mesure doit être prise conformément aux modalités prévues par la loi et moyennant une indemnisation. Elle interdit toute mesure générale portant confiscation de fonds et ne l'autorise dans certains cas particuliers qu'en vertu d'une décision judiciaire. Elle limite l'étendue de la propriété agricole afin de protéger le paysan et le travailleur agricole de l'exploitation (art. 29, 32 et 34 à 36).

3. Dans le cadre de mesures visant à assurer la sécurité et le bien-être de la nation, la Loi No 34 de 1971, relative à la saisie des biens et à la sauvegarde de l'intérêt national, garantit les droits des citoyens en stipulant que nul ne peut faire l'objet d'une mesure de saisie sans une décision judiciaire prise par

/...

un tribunal compétent. Faisant suite à la promulgation de la Constitution et donnant application aux principes consacrés à l'article 34, qui stipule qu'aucune mesure de saisie ne peut être prise sans une décision judiciaire, la loi No 53 de 1972 prévoit que le cas des personnes qui ont fait précédemment l'objet de mesures de saisie, sans qu'une décision judiciaire ait été prise par un tribunal compétent, doit être porté devant le Ministère public socialiste et qu'une enquête doit être ouverte. Il apparaît que la mesure de saisie n'est pas justifiée, elle est révisée, révoquée et ses effets sont annulés. Si, au contraire, il s'avère que la mesure de saisie est justifiée, l'affaire est portée devant le tribunal compétent pour qu'il se prononce conformément aux dispositions de la loi No 34 de 1971 précédemment mentionnée. La Loi No 52 de 1972 prévoit que les porteurs de bons émis en application de la Loi No 150 de 1964, relative à la saisie des fonds et des biens de certaines personnes, toucheront les revenus correspondants; la Nasser Community Bank a été chargée de payer aux bénéficiaires les sommes qui leur sont dues. Ces mesures ne contredisent en aucune façon les dispositions des accords internationaux concernant les étrangers ayant fait l'objet de mesures de saisie.

4. Le titre III de la Constitution égyptienne contient des dispositions relatives aux libertés individuelles, libertés qui sont garanties de la manière la plus stricte, afin qu'elles soient à l'abri de toute tentative de violation. La Constitution stipule que les libertés individuelles constituent un droit naturel et inviolable et que nul, s'il n'est pris en flagrant délit, ne peut être arrêté, fouillé, incarcéré ou être l'objet d'une mesure restreignant sa liberté de déplacement, sans une décision judiciaire requise aux fins d'une action en justice ou nécessaire pour protéger la société. La décision doit être prise par un magistrat compétent ou par le Ministère public conformément à la loi, qui limite également la durée du délai de garde à vue. La Constitution stipule que tout citoyen détenu ou ayant fait l'objet d'une mesure restrictive de liberté doit être traité de façon que sa dignité humaine soit préservée; elle interdit de faire subir à quiconque des souffrances physiques ou psychologiques ou de détenir ou d'incarcérer quiconque en des lieux autres que ceux qui sont soumis à la législation pénitentiaire. La Constitution renforce cette garantie fondamentale, en stipulant que toute déclaration dont il est établi qu'elle a été faite sous la pression de l'une des circonstances énumérées plus haut ou à la suite de menaces est sans valeur et ne peut être utilisé contre le détenu. Les sanctions pénales constituant la plus grande restriction qui puisse être imposée aux libertés individuelles, la Constitution s'est efforcée de prévoir les garanties les plus strictes pour que tout condamné soit traité équitablement et que le respect de sa personne soit assuré. La Constitution contient un certain nombre de dispositions à cet égard, auxquelles toute la législation pénale ainsi que les autorités chargées de l'appliquer doivent se conformer. Elle stipule qu'il ne peut y avoir de délit ni de sanction autres que ceux prévus par la loi, qu'aucune sanction ne peut être imposée sans une décision judiciaire et que seuls les délits commis après la date de l'entrée en vigueur de la loi qui les sanctionne peuvent donner lieu à des poursuites. Tout inculpé est présumé innocent tant qu'il n'a pas été déclaré coupable par un tribunal; il a le droit de faire assurer sa défense. La Constitution stipule également que toute peine est personnelle (art. 41, 42, 66, 67 et 69). Elle veille particulièrement à ce que le droit à la défense, qui est garanti à

l'inculpé, y compris le droit de se faire assister par un conseil (art. 68), soit sauvegardé. Elle stipule que toute personne arrêtée ou détenue doit être immédiatement informée des motifs de son arrestation ou de sa détention, et donne à l'intéressé le droit de communiquer avec toute personne de son choix pour lui faire savoir ce qui lui est arrivé ou pour lui demander conseil. L'intéressé doit également être informé sans délai des accusations dont il est l'objet et il peut en appeler au tribunal de toute mesure d'arrestation ou de détention. Un jugement doit être rendu en la matière dans un délai déterminé; sinon, l'intéressé doit être relâché (art. 71).

5. Les dispositions relatives aux libertés individuelles consacrées par la Constitution se retrouvent également dans un certain nombre d'autres instruments existants, comme le Code pénal, le Code de procédure pénale, l'Emergency Act No 162 de 1958, et les lois relatives aux mesures de sécurité nationale; la Loi No 37 de 1972 modifie certaines de ces lois afin de les rendre conformes aux dispositions de la Constitution. Ladite loi contient également de nouvelles dispositions renforçant les garanties des libertés individuelles. L'Etat se préoccupe également de la situation des détenus et veille à ce qu'ils soient traités humainement, se fondant pour cela sur l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus. La législature s'efforce d'accroître l'efficacité des règles et des méthodes appliquées dans les prisons égyptiennes, d'améliorer le régime pénitentiaire en allant au-delà encore des normes fixées par l'Ensemble des règles minima et de compléter la réforme pénitentiaire par un régime post-pénitentiaire.

6. La Constitution interdit de procéder à des expériences médicales ou scientifiques quelconques sur une personne contre son gré. Elle stipule que la vie privée et le domicile des citoyens sont inviolables et protégés par la loi; que l'Etat garantit la liberté de religion et de culte, la liberté d'opinion, la liberté de la recherche scientifique et de la création en matière littéraire, artistique et culturelle, la liberté d'association, la liberté de constituer des groupements et de créer des syndicats et des fédérations. Elle stipule encore que tout citoyen égyptien a le droit de circuler librement et de choisir à son gré sa résidence à l'intérieur du pays, d'émigrer à l'étranger à titre permanent ou temporaire et de revenir dans son pays (art. 43, 47, 49, 54 et 56). Dans son profond souci de préserver et de sauvegarder les libertés, le législateur a prévu une disposition, que toutes les autres constitutions pouvaient prendre en exemple, en vertu de laquelle toute atteinte à la liberté individuelle ou à la vie privée des citoyens, ou à tout autre droit ou liberté garanti par la Constitution ou par la loi, constitue un crime à l'égard duquel les poursuites civiles et pénales ne peuvent être prescrites. La Constitution stipule en outre que l'Etat assure une indemnité équitable à la victime d'une atteinte de cette nature (art. 57).

7. Ayant décrit les éléments fondamentaux de la société égyptienne et les libertés que garantit aux citoyens la nouvelle Constitution, nous allons maintenant brièvement rendre compte de l'évolution de la situation en ce qui concerne certains droits économiques, sociaux et culturels pendant la période considérée, nous conformant ce faisant au modèle proposé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en annexe à sa note, pour la présentation des principales rubriques.

Droit au travail

8. La Constitution reconnaît à tout citoyen le droit au travail, droit dont la protection est garantie par des principes de justice sociale; elle stipule que l'emploi est un droit, un devoir et un honneur garantis par l'Etat, qui assure aux travailleurs un juste traitement en fonction des tâches qu'ils accomplissent, limite les heures de travail, réglemente les salaires et prévoit le droit au repos et au congé sur des bases économiques équitables. La Constitution stipule que les travailleurs émérites seront récompensés par l'Etat et la collectivité; elle interdit de contraindre quiconque au travail par la force, à moins que la loi n'en dispose ainsi en vue d'un service d'utilité publique et moyennant une indemnisation. Elle stipule que la fonction publique est ouverte à tous les citoyens, que les titulaires de ces fonctions ont charge de servir le peuple, et que l'Etat garantit la protection des fonctionnaires et leur assure les conditions voulues pour qu'ils accomplissent leur devoir dans l'intérêt du peuple. Elle stipule en outre qu'il ne peut être mis fin à leurs fonctions qu'au moyen d'une procédure disciplinaire, sauf dans les cas déterminés par la loi (art. 13 et 14). La loi No 10 de 1972 traite de la question de la destitution pour raisons autres que disciplinaires, sur la base de principes sains tenant compte équitablement des devoirs qu'impose la fonction publique et des garanties qui protègent les fonctionnaires. La Constitution accorde aux anciens militaires, aux invalides de guerre et aux épouses et enfants des héros nationaux priorité lors de l'embauche, conformément aux modalités fixées par la loi (art. 15). Elle prévoit en outre que le plan national de développement économique sera exécuté de façon à assurer une répartition équitable des revenus et l'élévation du niveau de vie, à mettre fin au chômage, à accroître les possibilités d'emploi, à lier les traitements à la production, à garantir un salaire minimum et à fixer un salaire maximum afin de réduire l'écart entre les revenus. Dans le même ordre d'idées, elle stipule que tout citoyen doit avoir sa part du revenu national; cette part fixée par la loi, compte tenu de la nature du travail effectué (art. 23). Elle dispose que les travailleurs doivent participer à la gestion des entreprises et recevoir leur part des profits qui en découlent, qu'ils sont tenus de développer la production et de mettre en oeuvre le plan dans leurs unités de production, conformément à la loi. Elle stipule également que la préservation des moyens de production est un devoir national et que la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises du secteur public sera de l'ordre de 50 p. 100 (art. 26). Elle garantit le droit de constituer des syndicats ou autres groupements sur une base démocratique et dispose que ces associations sont dotées de la personnalité morale. Aux termes de la Constitution, la loi détermine le rôle des syndicats et autres groupements dans l'application des plans et des programmes de développement en matière sociale, le relèvement du niveau de compétence de leurs membres, qu'ils doivent encourager à avoir une conduite socialiste, et la protection de leurs fonds. La loi les habilite également à demander des comptes à leurs membres pour s'assurer que leur conduite et leurs activités sont conformes aux règles de l'honneur et de la morale, ainsi qu'à défendre les droits et libertés de leurs membres conformément aux modalités fixées par la loi (art. 56).

9. Pour donner effet aux dispositions de la Constitution visant à garantir le bien-être du travailleur, pierre de touche du processus de développement, deux lois ont été promulguées, à savoir la loi No 58 de 1971 sur le statut des fonctionnaires et la loi No 61 de 1971 sur le statut des travailleurs du secteur public. Ces lois contiennent de nombreuses dispositions visant à sauvegarder les droits des fonctionnaires, prévoyant des augmentations de salaires, assurant, autant que possible, un traitement égal aux différentes catégories de travailleurs et garantissant leur sécurité pendant leur vie active; passé ce temps, la sécurité des travailleurs est garantie par les lois relatives aux pensions et aux assurances sociales.

10. L'Etat se préoccupe également d'assurer aux femmes le droit au travail et de leur garantir, pour un travail égal, un traitement égal à celui des hommes sans discrimination. Il donne aux femmes accès aux services de santé et de sécurité sociale au même titre que les hommes. Le législateur a réglementé les heures de travail, l'échelle des salaires, le droit au repos et à des congés pour les travailleurs des deux sexes, sans discrimination d'aucune sorte; il a garanti aux femmes le droit d'association et les a autorisées à exercer des fonctions de dirigeants dans les syndicats. Il n'a prévu dans la réglementation des relations du travail aucune limitation du droit au travail pour les femmes mariées, qu'il autorise à exercer un emploi conformément aux dispositions des conventions internationales réglementant l'emploi des femmes. En ce qui concerne la législation du travail, le législateur s'est efforcé de faire clairement apparaître que ce n'est pas parce que des dispositions spéciales sont prévues à l'intention des femmes qui travaillent que les autres dispositions de la législation du travail ne leur soient pas applicables sans discrimination lorsqu'elles font un travail égal à celui des hommes, de façon qu'hommes et femmes reçoivent à travail égal, salaire égal.

Les interruptions de travail dans les domaines d'intérêt public et toute violation de la liberté de l'emploi sont considérées comme des infractions punissables en vertu du Code pénal égyptien.

Droit aux assurances sociales, à l'assurance-maladie et  
aux prestations sociales

11. La Constitution stipule que l'Etat assure à tous les citoyens les prestations des assurances sociales et de l'assurance-maladie et verse des pensions en cas d'invalidité, de chômage et de vieillesse, conformément à la loi (art. 17).

Les services compétents s'occupent actuellement de développer les dispositions de la loi No 63 de 1964 sur les assurances sociales, et d'en étendre la portée à toutes les différentes catégories de travailleurs dans les divers secteurs de l'activité économique, afin que leur sécurité soit garantie lorsqu'ils prendront leur retraite en cas d'invalidité, de maladie ou de chômage, et que l'avenir de leur famille, soit également garanti en cas de décès, si bien que la sécurité sociale assurera une protection étendue à tous, conformément au principe de l'égalité des chances. L'un des principaux objectifs de ce plan de sécurité sociale

/...

est de fournir aux travailleurs une assistance médicale et de prévoir des dispositifs de sécurité destinés à les protéger contre les maladies et les risques professionnels. Les efforts de l'Etat pour garantir aux citoyens et à leur famille une protection sociale et une sécurité pour l'avenir et pour les aider à faire face aux problèmes que pose la vie moderne, ont abouti à la promulgation des lois No 62, 63, 92 et 93 de 1971 qui modifient les dispositions de la législation relative aux pensions et aux assurances sociales et relèvent les niveaux minimum et maximum des pensions pour les aligner sur l'indice du coût de la vie, et de la loi No 44 de 1972, qui garantit une protection supplémentaire et remédie à certaines lacunes de la législation des pensions. Cette dernière loi accorde aux veuves qui épousent des retraités ou des personnes âgées de 60 ans ou plus, et aux enfants à la charge du ménage ainsi formé, une pension calculée de façon à leur permettre de vivre décemment; elle autorise également les étudiants inscrits dans certains établissements universitaires à bénéficier de la pension jusqu'à ce qu'ils aient terminé leurs études et qu'ils aient commencé à travailler.

12. Dans son souci du développement social, l'Etat s'est engagé dans une voie moderne en matière de protection sociale; il a assuré la sécurité économique et sociale de tous les membres de la nation, en utilisant à cet effet les fonds publics conformément au principe de la solidarité sociale qui, en vertu de la Constitution est l'un des fondements de la société égyptienne. La loi No 66 de 1971 a institué la Banque sociale Nasser, dont l'objectif est d'étendre la portée des mesures sociales et de renforcer la cohésion entre les citoyens en mettant sur pied un plan de prestations et d'assurances, en particulier d'assurance mutuelle, pour les personnes qui ne seraient pas déjà couvertes par les régimes de pensions et d'assurances sociales existants, et en accordant des emprunts et une aide aux citoyens qui remplissent certaines conditions, afin que tous les membres de la société égyptienne aient leur part d'une vie dans laquelle la dignité humaine est garantie et la sécurité assurée pour le présent et l'avenir. Plusieurs lois traitant de la formation des handicapés et prévoyant différentes mesures de protection sociale, psychologique, professionnelle et médicale pour eux et leurs familles ont été également promulguées. D'autres textes prévoient la protection des victimes de guerre et des personnes frappés dans l'accomplissement de leur devoir national. S'efforçant également, dans toute la mesure de sa capacité économique, de donner à l'ensemble des citoyens le niveau de vie le plus élevé possible, l'Etat a en outre pris des dispositions visant à assurer à tous une alimentation et un logement suffisants. Le législateur s'est préoccupé également de la santé des citoyens et a pris diverses mesures dans ce domaine; de nombreuses lois ont été promulguées à cet égard.

Droits de la famille, protection de la mère et de l'enfant,  
protection de la jeunesse

13. C'est la famille qui constitue la cellule de base de la société et le milieu originel dans lequel se développe l'homme de demain; c'est au sein de cette cellule, dans la mesure où elle est protégée et en fonction de sa cohésion et de la force des liens qui l'unissent que se crée un équilibre dans la sécurité et à l'égard de l'Etat; la Constitution s'efforce par conséquent de la protéger et d'en renforcer

/...

les fondements, qui sont la religion, la moralité et le patriotisme. La Constitution stipule que l'Etat doit s'attacher à préserver le caractère original de la famille égyptienne ainsi que les valeurs et les traditions qu'elle incarne, tout en affirmant et en développant son caractère original dans le rôle qu'elle joue au sein de la société égyptienne (art. 9). L'Etat assure la protection de la maternité et de l'enfance (art. 10); il veille à concilier les devoirs de la femme envers sa famille avec son travail dans la société (art. 11). La Constitution indique clairement que l'Etat a l'obligation de protéger la génération montante de l'exploitation. La législation égyptienne prévoit à cette fin de nombreuses dispositions qui visent à assurer la protection des jeunes; un projet de loi sur les jeunes délinquants a été élaboré, toutes les mesures en vue de son adoption ont été prises et cette loi devrait être promulguée et entrer en vigueur prochainement. Au lieu de prendre pour point de départ la responsabilité pénale, ladite loi se fonde sur la notion de responsabilité sociale; la délinquance juvénile est considérée comme un phénomène social sur lequel il faut agir par des méthodes réformistes, et le traitement des jeunes délinquants se borne à des mesures spéciales qui ne font aucunement appel à la notion de punition et de répression. Prééminence est accordée au contraire à la notion de réhabilitation, puisque les jeunes délinquants ne peuvent faire l'objet d'aucun jugement pénal. Comme elle prévoit la protection physique des jeunes, la législation assure aussi la protection de leur moralité et de leurs biens; elle autorise à révoquer toute tutelle légale, lorsque le tuteur légal faillit à ses responsabilités à l'égard du mineur dont il a la charge ou s'il est convaincu d'immoralité ou d'usage de drogues ou d'une infraction pénale. La loi égyptienne stipule qu'un juge peut confier à la mère la garde de tout enfant du sexe masculin âgé de plus de sept ans, jusqu'à ce qu'il ait atteint neuf ans, et celle de tout enfant du sexe féminin âgé de plus de neuf ans jusqu'à ce qu'il ait atteint 11 ans, lorsque l'intérêt de l'enfant l'exige. Le nouveau code régissant le statut personnel, encore en cours d'élaboration, on tend à habiliter la mère à revendiquer la garde des enfants de sexe masculin de plus de 13 ans et celle des enfants de sexe féminin de plus de 15 ans, à condition que ceux-ci y consentent.

14. La jeunesse est le gage d'avenir du pays, dont elle porte tous les espoirs; l'Etat lui accorde sa protection pour lui permettre de remplir sa mission au service de son pays. L'Etat a porté une très grande attention aux questions relatives à la jeunesse et a favorisé le développement des organisations responsables de la protection des jeunes. Il a institué un ministère de la jeunesse qui est chargé de mettre sur pied des moyens appropriés pour assurer la protection des jeunes de toutes les catégories d'âge.

La République arabe d'Egypte part du principe que les différents services qui sont nécessaires en la matière doivent correspondre aux besoins, aux aspirations et aux désirs des jeunes gens. En vertu de quoi, l'Etat a encouragé la formation d'organismes spéciaux qui fournissent ces services en son nom et sous son contrôle; en 1972 la loi No 41 réglemente la création de ces organismes, en définit le statut ainsi que les principes de gestion et de financement, et les modalités de fonctionnement, dans le cadre d'une structure conçue pour former des citoyens sains de corps, d'esprit et de pensée, mais en excluant toute espèce de tutelle sur les jeunes gens et en leur accordant, dans les limites de la loi, la liberté de former des mouvements populaires.

/...



15. La loi égyptienne laisse les parents entièrement libres d'avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent et de pratiquer la planification familiale. Toutefois, l'Etat, par l'intermédiaire d'un organisme spécial, recommande la planification et, fournit de nombreux services gratuits dans ce domaine.

#### Droit à l'éducation et à la culture

16. En vertu de la Constitution, l'enseignement est un droit garanti par l'Etat; il est obligatoire au niveau primaire. L'Etat s'efforce également de rendre l'enseignement obligatoire aux autres degrés. Il supervise tout l'enseignement et garantit l'indépendance des universités et des centres de recherche scientifiques, de façon que l'enseignement corresponde aux besoins de la société et de la production (art. 18). La liberté de l'enseignement est garantie dans les limites de la loi, de l'ordre public et de la morale; l'enseignement est un droit pour tous les Egyptiens. Il est gratuit à tous les degrés dans les établissements de l'Etat, y compris les universités et autres institutions d'enseignement supérieur.

L'Etat a la responsabilité de créer des établissements d'enseignement et des centres culturels et de les développer graduellement ainsi que de fournir toutes les catégories de services culturels. L'enseignement religieux est l'une des matières principales du programme d'enseignement général; aux termes de la Constitution, l'alphabétisation est un devoir national, et aucun effort ne devra être épargné pour réaliser cet objectif (art. 21). L'Etat garantit l'égalité d'accès à l'enseignement, y compris à l'enseignement supérieur, en fonction des aptitudes et du mérite. Il n'impose aucune restriction au droit des parents ou des tuteurs légaux de choisir le genre d'éducation qu'ils veulent voir donner à leurs enfants, dans les limites des possibilités existantes.

17. L'Etat s'est efforcé de garantir l'indépendance des universités de façon à établir un lien entre l'enseignement supérieur et les besoins de la société et de la production.

La loi No 49 de 1972 sur l'organisation des universités leur confie la tâche d'assurer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique pour le bien de la société et le progrès culturel. Elle part du principe que les universités doivent contribuer d'une part à l'évolution de la pensée, au progrès de la science, au développement des valeurs humaines et former des êtres humains en les dotant des connaissances essentielles, en les mettant au courant des méthodes de recherche modernes et en lui inculquant des valeurs élevées, et qu'elles doivent participer d'autre part à la construction et au renforcement de la société, en diffusant la culture arabe et en faisant connaître le patrimoine historique et les traditions essentielles du peuple égyptien, en assurant un niveau élevé d'éducation religieuse, morale et patriotique et en renforçant les liens culturels et scientifiques avec les autres universités et les organismes scientifiques, tant arabes qu'étrangers, en même temps qu'elles fourniront au pays des experts et des techniciens dans les différents domaines.

/...

18. L'Etat garantit aux citoyens la liberté de la recherche scientifique et la liberté de la création littéraire, artistique et culturelle, et fournit à cet effet les moyens appropriés (Constitution, art. 49).

#### Justice sociale et égalité

19. En vertu de la Constitution, le système fiscal (art. 38) est fondé sur la justice sociale et tout citoyen a sa part du revenu national; cette part est déterminée par la loi, qui tient compte de la nature de son travail et de sa propriété non exploitée (art. 25). L'Etat assure à tous les citoyens un traitement égal et l'égalité des chances; la Constitution stipule que tous sont égaux devant la loi, qu'ils jouissent des mêmes droits et ont les mêmes devoirs, sans distinction de race, d'origine, de langue, de religion ou de conviction (art. 8 et 40). L'Etat garantit à tous les citoyens, sur un pied d'égalité, le droit au travail, le droit d'accéder à des fonctions publiques et le droit à l'éducation, et il assure des services culturels et des services de santé accessibles à tous sans exception. Il s'efforce d'assurer l'égalité de tous devant la loi et dans l'exercice du droit de vote et de se faire élire, des'exprimer par voie de référendum et de participer à la vie publique. La Constitution est le rempart des libertés fondamentales; elle garantit la liberté de religion et de culte, le droit de circuler librement et le droit pour tous les citoyens de choisir leur résidence, sans discrimination d'aucune sorte.

20. La Constitution garantit également cet autre droit fondamental qu'est le recours en justice, et elle stipule qu'aucune mesure prise par les autorités ne peut être assortie d'une clause interdisant de contester ladite mesure par les voies légales. Ce principe est énoncé à l'article 68 de la Constitution, qui stipule qu'aucune mesure ou décision administrative ne peut être légalement soustraite au contrôle judiciaire. L'application de cette disposition constitutionnelle a imposé la révision de certaines dispositions de la législation existante qui interdisaient le recours en justice, et la loi No 11 de 1972 lève l'interdiction énoncée à cet égard dans certains textes. La promulgation de ladite loi n'implique pas que l'on ne puisse ultérieurement en promulguer d'autres visant à éliminer dans tout autre texte en vigueur ce qui pourrait s'opposer à la nouvelle législation. En outre, la loi No 46 de 1972 reprend la disposition constitutionnelle relative à l'inamovibilité des magistrats; elle prévoit de plus des garanties supplémentaires de nature à encourager les fonctionnaires chargés de l'administration de la justice; de leur assurer, à cette fin, une sécurité accrue dans leurs fonctions présentes et pour leur avenir, et s'efforce de perfectionner dans toute la mesure du possible le système judiciaire.

#### Sauvegarde de l'unité nationale

21. La société égyptienne est constituée par un peuple homogène dont tous les éléments ont les mêmes valeurs et les mêmes traditions.

/...

L'Etat exhorte les différentes couches de la société à une complète solidarité et invite tous ses membres à rester étroitement unis, quelles que soient leur religion et leur conviction, au nom de l'unité nationale. A cette fin, l'Etat impose à tout citoyen le devoir de sauvegarder l'unité nationale (Constitution, art. 60); afin de renforcer les bases de cette unité et de la protéger mieux, la législature a promulgué la loi No 34 de 1972, qui stipule que l'unité nationale repose sur le respect des éléments fondamentaux de la société, ce qui implique l'égalité des chances, l'égalité des citoyens en matière des droits et d'obligations et la liberté de conviction et d'opinion, dans toute la mesure où elle n'empiète pas d'autres libertés. La loi punit quiconque met en danger l'unité nationale, ou délibérément répand des informations, publie des déclarations ou diffuse des communiqués faux ou tendancieux dans l'intention de porter préjudice à l'unité nationale des forces de l'alliance populaire ou à certaines des catégories de citoyens qui la compose, et quiconque incite ouvertement à la haine envers l'une quelconque des forces qui constituent l'alliance populaire ou tout autre groupe de personnes, s'efforce de les ridiculiser et de provoquer entre eux des affrontements.

22. En bref, la République arabe d'Egypte a, au cours de la période couverte par le présent rapport, encore amélioré ses réalisations antérieures dans le domaine des droits de l'homme et des droits économiques, sociaux et culturels, notamment, en renforçant les principes constitutionnels et en promulguant des lois dans ce domaine, se conformant ainsi aux normes élevées fixées par les instruments internationaux en ce qui concerne le respect et la protection de ces droits.

23. En outre, les efforts de la législature égyptienne pour assurer le respect des droits de l'homme pendant la période mentionnée ne se sont pas bornés aux mesures législatives ci-dessus mentionnées, qui ont déjà force de loi. Sur la base de ces mêmes principes, le Ministère de la justice a entrepris d'élaborer une nouvelle législation qui n'a pas encore franchi toutes les étapes du processus législatif. A titre d'exemple, citons deux des principaux textes, à savoir le Code pénal et le Code de procédure pénale. Dans le projet de Code pénal, la notion de délinquance et la finalité de la peine sont considérées sous un angle nouveau. Dans le Code existant, l'inculpé est considéré comme un délinquant qu'il faut juger en tant que tel et condamner strictement à la peine prévue par la loi pour le délit qu'il a commis, afin de l'empêcher de récidiver et de décourager ceux qui pourraient être tentés de l'imiter. Dans le nouveau projet de Code, l'inculpé est considéré comme un malade qui doit faire l'objet d'un traitement et être jugé en fonction de sa situation personnelle aussi bien que de la gravité du délit; la peine n'a plus uniquement un but de prévention et de dissuasion; elle vise également à réformer et réhabiliter celui qu'elle frappe et, en tout état de cause, à donner au délinquant la possibilité de réintégrer la société comme un citoyen normal. Le nouveau projet de code accorde une importance prédominante à des considérations d'ordre social; l'accent y est mis en conséquence sur l'individu, qu'il s'agisse d'un délinquant au sens strict du terme ou d'un délinquant potentiel. Le projet de code de procédure pénale accorde une place très importante à la protection des libertés fondamentales de l'individu, et il contient des règles générales s'inspirant des principes fondamentaux consacrés par la Constitution, qui garantissent le respect de la liberté de l'individu, l'inviolabilité du domicile, le droit à la défense, et la légalité de la peine, dont l'exécution est soumise au contrôle judiciaire.

/...

IRAK

/Original : anglais/

/5 juillet 1974/

Introduction

L'Irak a promulgué le 29 septembre 1970 la loi No 193 (1970), qui ratifiait le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Toutefois, l'Irak n'a pas ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Si l'Irak a ratifié les deux instruments internationaux très importants susmentionnés, c'est parce qu'il respecte scrupuleusement les obligations qui lui incombent aux termes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

A. Droit au travail

La Constitution provisoire de la République d'Irak (1970) prévoit aux alinéas a) et b) de l'article 32 ce qui suit :

- "a - Le travail est un droit dont l'Etat s'engage à garantir la jouissance à tout citoyen capable de travailler.
- b - Le travail est, pour tout citoyen valide, un honneur et un devoir sacré imposé par la nécessité de participer à la construction de la société, à sa protection, à son développement et à son progrès."

La loi No 151 (1970) relative au travail définit le travail comme étant la forme d'activité qui distingue l'homme et la source de toute production, de toute richesse, de toute civilisation et de toute abondance (art. 1). Cette loi stipule que le travail est un droit naturel qui doit être accordé à tout citoyen valide à égalité de chances et de conditions sans distinction de sexe, de race, de langue, ou de religion, pour un salaire proportionné aux efforts accomplis et au volume et à la qualité de la production. Elle stipule aussi que le travail est un devoir sacré pour tout citoyen valide, dicté par l'honneur et imposé par la nécessité de participer à la construction de la société, à sa protection, à son développement et à son progrès. Cette loi précise que l'Etat garantit le droit au travail à tous les citoyens, par une planification progressive de l'économie nationale qui vise à développer l'industrie et l'agriculture, à déterminer les meilleures possibilités et les conditions d'utilisation des sources de production et à éliminer le chômage.

/...

1. Droit au libre choix de l'emploi

La loi sur le travail citée ci-dessus stipule à l'article 13 que le contrat de travail est un accord conclu de plein gré entre le travailleur et l'administration ou l'employeur. L'article 18 de cette loi interdit d'assigner au travailleur une tâche quelconque autre que celle qui a été convenue dans le contrat de travail, sauf lorsque les circonstances exigent, pour prévenir un accident, par exemple, ou pour réparer les dégâts en résultant ou en cas de force majeure, à condition que cette nouvelle affectation soit temporaire et que le syndicat approprié en soit dûment informé.

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

L'alinéa c) du paragraphe 32 de la Constitution provisoire stipule ce qui suit :

"... c) l'Etat s'engage à améliorer les conditions de travail et à élever le niveau de vie, d'expérience et de culture de tous les citoyens qui travaillent."

L'alinéa b) de l'article 21 de la loi sur le travail oblige l'administration du travail ou l'employeur à offrir au travailleur, dans le cadre de son travail, toutes les conditions, les garanties et la protection stipulées par cette loi, par la réglementation du travail et les conventions collectives. L'alinéa c) de cet article prévoit que le travailleur sera respecté pendant son travail et il interdit qu'il soit porté atteinte par des paroles ou par des actes à sa personne, à sa dignité ou à ses convictions. En outre, l'alinéa d) de cette loi prévoit que l'on offrira au travailleur toutes les occasions et tous les moyens d'améliorer sa compétence professionnelle, ses connaissances techniques et sa culture. En ce qui concerne la protection des travailleurs contre les risques du travail, l'article 105 de la loi sur le travail impose à l'administration du travail ou à l'employeur de faire connaître au travailleur, avant de l'embaucher, les risques de son métier et les mesures préventives qu'il doit adopter et d'afficher en un lieu visible une notice les concernant, conformément au règlement administratif approprié. Si l'employeur refuse de se conformer au règlement publié par le ministère compétent, ce dernier pourra ordonner que l'usine soit fermée complètement ou partiellement (art. 106 et suivants). L'article 109 de la loi sur le travail énonce les services médicaux que les employeurs sont tenus de mettre à la disposition des travailleurs. Cette loi traite également de l'emploi des femmes et des jeunes au chapitre 6 (art. 79 à 92), des conditions de travail dans les mines et les carrières au chapitre 7 (art. 92 à 105) et des moyens d'assurer en général la sécurité du travail au chapitre 8 (art. 105 à 110).

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

On a déjà mentionné l'alinéa a) de l'article 32 de la Constitution provisoire, qui stipule que le travail est un droit que l'Etat s'engage à garantir à tout citoyen capable de travailler. La loi sur le travail traite de l'emploi des

/...

travailleurs. Elle prévoit la création d'une administration du travail chargée de l'emploi, de la formation et de la qualification (art. 159). Les buts de cette administration, tels que les énonce l'article 160 de la loi, sont de protéger et de souligner la valeur noble et humaine du travail; de le débarrasser une fois pour toutes de toute idée plus ou moins explicite qu'il n'est qu'une marchandise ainsi que de l'arbitraire du marché et des monopoles; et de permettre à tous ceux qui le désirent d'exercer dignement le droit au travail, qui est garanti par la loi à tout citoyen valide. L'article 167 de la loi prévoit la création d'un centre de l'emploi, d'un centre de la formation et d'un centre de la qualification. Au centre de l'emploi est confiée la tâche d'ouvrir des bureaux de l'emploi conformément aux conditions, aux besoins et à l'évolution du travail /art. 168 b)/; de rassembler des renseignements et des statistiques sur l'emploi en Irak, dans les pays arabes et dans le monde /art. 168 d)/; de rassembler et de classer des statistiques annuelles sur la main-d'oeuvre en vue de déterminer sa répartition dans les divers secteurs de l'emploi /art. 168 e)/; enfin, de rassembler des statistiques sur les établissements employant des travailleurs pour savoir quels sont les postes actuellement vacants et les besoins en main-d'oeuvre escomptés. Les bureaux de l'emploi sont chargés de veiller, lorsqu'il se présente une possibilité d'emploi pour un travailleur, à ce qu'il soit embauché aux meilleures conditions du moment /art. 171 d)/. Il convient de souligner que tous les services rendus par les bureaux de l'emploi sont gratuits.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

L'alinéa a) de l'article 60 de la loi sur le travail stipule que la rémunération du travailleur ne sera pas inférieure au salaire minimum fixé pour son activité et que tous les établissements employant des travailleurs, que ces établissements soient publics ou privés, ou qu'il s'agisse de coopératives, paieront la différence entre le salaire minimum et le salaire versé si ce dernier est plus faible. L'article 52 de cette loi établit un comité chargé de fixer les limites des salaires, subventions, primes et autres encouragements financiers dans les différents secteurs d'activité de toute la République d'Irak. Ce comité est habilité, après avoir consulté les administrations, les organisations de travailleurs et les employeurs appropriés, à suggérer une politique générale des salaires, compte tenu de la situation économique du pays, du niveau de vie général et de l'évolution de la production nationale. Lorsqu'il fixe cette politique, il doit s'efforcer d'unifier les salaires dans tous les secteurs d'activité ainsi que d'assurer à tous les travailleurs une rémunération qui leur permette d'avoir un niveau de vie approprié et de satisfaire leurs besoins fondamentaux en matière d'alimentation, d'habillement et de logement /art. 57 b)/.

5. Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail égal, sans discrimination aucune

L'article 19 de la Constitution provisoire prévoit ce qui suit :

- "a) Les citoyens sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, de race, de langue, d'origine sociale ou de religion.
- b) Des chances égales sont garanties à tous les citoyens dans les limites de la loi."

En ce qui concerne le paiement de salaires égaux, nous avons déjà mentionné les dispositions de l'article 57 b) de la loi sur le travail.

6. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques

L'alinéa e) de l'article 32 de la Constitution provisoire prévoit ce qui suit :

"L'Etat s'efforce, par des programmes adéquats et d'autre manière, de permettre aux citoyens qui travaillent de passer leur congé dans des conditions qui soient bénéfiques pour leur santé et qui les aident à mettre en valeur leurs aptitudes en matière culturelle et technique."

Le chapitre 5 de la loi sur le travail est consacré aux horaires de travail, aux temps de repos, aux congés et aux jours fériés. Il est stipulé à l'article 61 que la journée de travail est de huit heures et la semaine de travail de 48 heures et que les heures de travail sont réparties sur six jours, suivis d'un jour de repos entièrement payé. Les heures de travail doivent être interrompues par une pause pour le repas, dont la durée ne doit pas être inférieure à une demi-heure ni dépasser une heure et doit être fixée de façon à ce que la période de travail continu ne dépasse pas cinq heures [art. 65 a)]. La loi a fixé le congé annuel à 20 jours entièrement rétribués, plus deux jours pour chaque période de cinq années de service à compter de la date d'application de la loi (art. 72).

7. Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

Le chapitre 16 de la loi sur le travail traite des syndicats et stipule que chaque corps de métier aura le droit d'établir un syndicat dans chaque gouvernorat (art. 197). Il est aussi prévu que chaque travailleur ayant 16 ans révolus aura le droit d'appartenir au syndicat de son métier (art. 215).

/...

## 8. Droit de grève

Aux termes de la loi sur le travail, les conflits du travail relèvent directement de la juridiction du Tribunal supérieur du travail. Les diverses administrations du travail, les employeurs, les syndicats et les travailleurs sont tenus de respecter et d'appliquer immédiatement les décisions du tribunal. La loi impose des amendes aux administrations du travail, aux syndicats ou aux travailleurs qui ne s'y conforment pas. Au cas où ce sont les employeurs qui ne respectent pas les décisions du tribunal, la loi permet aux travailleurs d'occuper les locaux de l'usine ou de faire grève et de se livrer à des manifestations. La loi considère ces actes comme légitimes à condition qu'ils ne soient pas accompagnés d'atteintes à la sécurité ou à l'ordre public. Elle a aussi donné au Ministre du travail et des affaires sociales et à la Fédération des syndicats le droit d'administrer l'usine, de la faire fonctionner et de rémunérer les travailleurs à la place des employeurs si ceux-ci continuent encore à refuser d'appliquer la décision du Tribunal supérieur du travail deux jours après la date de l'occupation des locaux de l'usine par les travailleurs ou du début de la grève (chap. 11 de la loi sur le travail, art. 130 à 137).

### B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

L'alinéa d) de l'article 32 de la Constitution provisoire stipule ce qui suit :

- "d) L'Etat s'engage à assurer une meilleure sécurité sociale à tous les citoyens en cas de maladie, d'invalidité, de chômage ou de vieillesse."

La loi sur le travail prévoit l'application de la loi sur la retraite et sur la sécurité sociale No 39 de 1971 à tous les travailleurs qu'elle vise elle-même (art. 7 de la loi sur le travail).

En ce qui concerne la retraite, la loi sur la retraite et sur la sécurité sociale No 39 (1971) prévoit le droit du travailleur assuré à une pension lorsqu'il cesse de travailler, dans les cas suivants :

- a) A 60 ans dans le cas d'un homme et 55 ans dans le cas d'une femme, s'il compte 20 années d'assurance au minimum;
- b) Lorsqu'il a accompli au minimum 30 années d'assurance, dans le cas d'un homme, et 25, dans le cas d'une femme;
- c) Lorsque l'assuré décède en cours d'emploi à condition qu'il ait été dûment inscrit sur les registres de l'administration et que ses cotisations aient été payées avant son décès, quels qu'aient été la durée de son service ou le montant versé pour son compte.

/...



En cas de maladie, le travailleur est habilité à toucher une pension de maladie s'il est considéré comme invalide du fait qu'il n'était pas rétabli à l'expiration du congé de maladie maximum prévu (art. 50 de la loi sur la retraite et la sécurité sociale). En cas d'accident provoquant l'invalidité totale ou la mort, il a droit, lui ou ses héritiers, le cas échéant, à une pension calculée sur la base de 80 p. 100 du total du salaire qu'il a touché au cours de sa dernière année de travail ou pendant toute la durée de son emploi si cette durée est inférieure à un an. Toutefois, cette pension ne doit jamais être inférieure à la pension ordinaire à laquelle le travailleur accidenté a droit ou au salaire minimum fixé pour son emploi. Si à la suite d'un accident le travailleur est invalide à 35 p. 100 ou plus, il a droit à une pension pour invalidité partielle calculée sur la base du pourcentage d'invalidité multiplié par la pension d'invalidité totale. Si l'accident entraîne une invalidité à moins de 35 p. 100, le travailleur a droit à une indemnité qui doit être versée en une seule fois et calculée sur la base du pourcentage d'invalidité multiplié par une somme égale à quatre ans de pension pour invalidité totale (art. 56 de la loi sur la retraite et la sécurité sociale). Lorsque l'emploi au titre duquel le travailleur est assuré (c'est-à-dire l'emploi auquel s'applique la loi sur la retraite et la sécurité sociale) prend fin et que les conditions donnant droit à une pension ne sont pas remplies, le travailleur reçoit une indemnité qui doit être versée en une seule fois et être calculée sur la base du total des salaires mensuels multiplié par le nombre d'années de service. A cette fin, les périodes inférieures à un an seront considérées comme étant d'un an dans les cas suivants :

- a) Si l'assuré a 60 ans révolus, dans le cas d'un homme, 55 ans révolus, dans le cas d'une femme, (art. 107 a) de ladite loi);
- b) Si l'assurée donne sa démission pour cause de mariage ou de maternité (art. 68 a) de la même loi);
- c) Si la loi sur le travail et la loi sur la retraite et la sécurité sociale cessent de s'appliquer au travailleur, par exemple parce qu'il devient fonctionnaire ou employeur.

### C. Droit à un niveau de vie suffisant

#### 1. Droit à une alimentation adéquate

On a déjà mentionné ce droit lorsqu'on a parlé de la fixation des salaires conformément à la loi sur le travail. En outre, la loi No 188 sur le droit d'être à l'abri de la faim et de la malnutrition (1964), telle qu'elle a été modifiée par la loi No 41 de 1972, a été promulguée conformément à la décision prise par la Conférence de la FAO à sa dixième session de lancer une campagne mondiale contre la faim sous les auspices de la FAO, décision approuvée par l'ONU en novembre 1960. La loi susmentionnée assurait la continuation des activités du Comité national de lutte contre la faim qui avait été établi en 1961. L'article 2 prévoit la création d'une organisation de lutte contre la faim et la malnutrition, reliée

/...

au Ministère de l'agriculture et dont le Président honoraire est le Président de la République. L'objectif fondamental de cette organisation, tel qu'il est stipulé à l'article 3, est de participer à la campagne mondiale de lutte contre la faim; de rassembler et d'échanger des renseignements avec les organisations similaires d'autres pays; d'éduquer l'opinion publique irakienne en ce qui concerne la qualité, les avantages et l'importance des produits alimentaires et la nécessité d'un régime alimentaire comportant les éléments nutritifs de base indispensables; et d'entreprendre des projets pratiques dans l'intérêt du développement agricole.

Le 6 décembre 1969, l'Irak a promulgué la loi No 207 de 1969 (modifiée plus tard par la loi No 88 de 1970), qui créait le Comité national du Programme alimentaire mondial en application de l'accord conclu entre l'Irak et le Programme alimentaire mondial. Ce comité est chargé de coordonner les travaux entre tous les ministères bénéficiant du Programme et entre les ministères et le Programme afin que les ressources de ce dernier les aident à exécuter et à élargir leurs projets dans le domaine économique, social, culturel, nutritionnel ou dans des domaines similaires.

2. Droit à un habillement et à un logement suffisants

Le Gouvernement de la République d'Irak s'efforce de mettre un logement adéquat à la disposition de tous les citoyens et il a promulgué un certain nombre de lois à cette fin. On peut citer parmi celles-ci : la loi sur le logement No 54 de 1962, qui a été modifiée par la loi No 96 de 1963 et la loi No 2 de 1965; la loi visant à garantir un logement aux citoyens No 125 de 1963, qui a été modifiée par la loi No 141 de 1965 et la loi No 84 de 1967; la loi sur la construction de logements pour les travailleurs No 38 de 1941, qui a été modifiée par la loi No 121 de 1962.

3. Droit aux services sociaux nécessaires

Cette question a déjà été traitée ci-dessus en même temps que d'autres points. A cet égard, il est bon de se référer à la loi sur la protection sociale No 26 de 1962.

4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

L'article 29 de la Constitution provisoire prévoit ce qui suit :

"L'Etat s'efforcera de faire bénéficier tous les citoyens des progrès de la civilisation moderne en les mettant à la portée des masses populaires."

L'alinéa c) de l'article 32 stipule ce qui suit :

"L'Etat s'engage à améliorer les conditions de travail et à élever le niveau de vie, d'expérience et de culture de tous les citoyens qui travaillent."

/...

La loi sur le plan du développement national No 70 (1970) vise à élever le niveau de vie des masses à grande échelle.

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

La législature irakienne a traité de l'amélioration de l'environnement humain dans de nombreuses lois, dont la plus importante est la loi pénale de 1968 qui punit les infractions portant atteinte à la santé publique (art. 368 et 369, 496 et 497 et 499). En outre, il existe divers règlements et divers décrets-lois se rapportant au contrôle sanitaire visant à empêcher la pollution. On peut citer en particulier : la réglementation No 25 de 1967 concernant la protection des rivières du domaine public contre la pollution; la réglementation No 74 de 1968 sur le contrôle sanitaire des usines; la déclaration No 20 (1959) de la Direction de la police des transports et de la circulation et ses amendements concernant la protection de l'air contre la pollution causée par les émissions des véhicules. On peut citer également la loi sur la prévention du bruit No 21 de 1966. La loi pénale (1968) interdit et réprime le bruit (art. 495).

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

Il est intéressant de noter que l'article 33 de la Constitution provisoire stipule ce qui suit :

"L'Etat s'engage à protéger la santé publique en développant de façon continue les services médicaux gratuits de prévention et de traitement dans les villes et les villages."

Divers lois ou règlements traitent de la santé publique, parmi lesquelles on peut mentionner : la loi sur la santé publique No 45 de 1958, modifiée par la loi No 62 de 1964; la loi sur les produits alimentaires No 26 de 1930 et ses amendements; la réglementation sur le contrôle de la vente des produits alimentaires et des boissons No 11 de 1941; la réglementation sur les produits laitiers No 61 de 1937; la loi No 18 de 1971 ratifiant les règlements sanitaires internationaux adoptés par l'Organisation mondiale de la santé; la loi sur les cliniques populaires No 192 de 1970, qui a été modifiée par la suite.

1. La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant

1. Mesures prises pour assurer la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile

a) On accroît le nombre des centres d'hygiène maternelle et infantile (HMI), grâce auxquels on assure de meilleurs soins prénataux, et en étendant ces services à de vastes régions du pays. Il est intéressant de noter que l'on a

/...

commencé d'assurer des services d'HMI seulement en 1954, année où l'on a créé un centre à Bagdad. A la fin de juin 1973, 85 centres fonctionnaient (il a été ouvert 18 nouveaux centres d'HMI pendant la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973).

Les femmes enceintes qui se sont inscrites dans ces centres pour recevoir des soins prénataux réguliers étaient au nombre de 194 436 pendant la période susmentionnée;

b) On a augmenté le nombre des lits de maternité dans les hôpitaux de maternité et dans les services de maternité des hôpitaux généraux, ce qui a porté à 1 555 le nombre total des lits disponibles à la fin de juin 1973.

## 2. On assure le développement sain des enfants :

a) En ouvrant de nouveaux centres d'HMI comme il a été mentionné ci-dessus et en augmentant le nombre des lits de pédiatrie à la fois dans les hôpitaux pédiatriques spécialisés et dans les services pédiatriques des hôpitaux généraux. Le nombre total de lits disponibles était passé à 1 861 à la fin de juin 1973.

Au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, le nombre total de nourrissons et d'enfants inscrits dans les centres d'HMI pour recevoir des soins périodiques réguliers était le suivant :

Nourrissons jusqu'à 1 an	235 056
Enfants de 1 à 6 ans	102 060

Le nombre total de soins donnés aux femmes enceintes, aux nourrissons (jusqu'à un an) et aux enfants âgés de 1 à 6 ans a été le suivant :

Nombre total de soins donnés aux femmes enceintes	557 504
Nombre total de soins donnés aux nourrissons (jusqu'à 1 an)	871 788
Nombre total de soins donnés aux enfants de 1 à 6 ans	702 212

Entre autres services importants assurés aux enfants dans les centres d'HMI, on peut citer la protection contre les maladies infectieuses, qui est assurée de deux manières : on vaccine les enfants et on veille à ce qu'ils aient une alimentation adéquate en leur fournissant gratuitement du lait et des vitamines. Le nombre total de doses de vaccins données aux enfants dans les centres d'HMI a été le suivant :

Poliomyélite	248 908 doses
Diphtérie, typhoïde, Poliomyélite	237 584 doses
Variole	164 548 doses
BCG	76 632 doses

Ceci s'ajoute aux vaccinations normales des enfants et des mères qui sont effectuées dans tous les centres de santé et dans tous les hôpitaux du pays. Pour la période allant de juillet 1969 à juin 1973, la quantité totale de lait qui a été distribuée dans les centres d'HMI et le nombre des bénéficiaires ont été les suivants :

1 132 778 livres de lait en poudre distribuées à 256 660 nourrissons et enfants.

b) On assure l'éducation sanitaire des mères par tous les moyens possibles. Dans les centres d'HMI sont prévus des entretiens particuliers avec les mères, ainsi que des discussions de groupes (réunions, clubs de mères) et des conférences. La méthode d'éducation sanitaire la plus importante, toutefois, est celle des visites à domicile. Les infirmières visiteuses se rendent dans les maisons où vivent les mères et leurs enfants et elles fournissent ainsi aux mères une aide et des conseils pratiques.

Le nombre de foyers visités au cours de la période allant de juillet 1969 à juin 1973 a été de 49 570.

2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle est assurée par les moyens suivants :

1. L'inspection des eaux et de la distribution d'eau et leur protection contre la pollution.

2. La surveillance des cours d'eau pour empêcher une concentration excessive et dangereuse des effluents des usines et des zones résidentielles qui puisse porter atteinte à la santé et pour veiller à ce que la purification des cours d'eau soit efficace.

3. La surveillance de l'air dans les zones industrielles et de circulation dense, par laquelle on vise à étudier la contamination et à établir des normes dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'air.

4. L'étude du rapport existant entre la fluorisation de l'eau et les caries dentaires en Irak en vue d'assurer la santé dentaire.

5. La lutte contre les grands projets de construction de logements en Irak, particulièrement dans les régions urbanisées.

6. La lutte contre les rongeurs et les insectes à l'aide d'organismes efficaces.

7. L'amélioration du système d'élimination des ordures ménagères.

8. On prend des mesures d'hygiène alimentaire à la source en assurant la surveillance vétérinaire des animaux et en évitant la contamination des légumes et leur contact avec de la terre souillée, l'eau polluée ou les excréments humains, sans préjudice d'une inspection des produits alimentaires pendant la production, le traitement, le transport, le stockage, la manutention et la distribution, afin de vérifier qu'ils sont sains et propres à la consommation humaine.

9. En 1967, le Ministère de la santé a adopté le règlement No 25, qui a été approuvé par le Conseil des ministres et publié au Journal Officiel No 1446 en date du 2 août 1967. Il concerne la protection des rivières et des eaux du domaine public contre la pollution.

10. En 1968, le Ministère de la santé a adopté le règlement No 74, qui a été approuvé par le Conseil des ministres. Il concerne l'inspection sanitaire des usines.

3. La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, professionnelles et autres ainsi que la lutte contre ces maladies

a) Dans le domaine des maladies épidémiques, on prend les mesures suivantes :

1. On rassemble des données concernant les maladies épidémiques pour pouvoir les prévenir et lutter contre elles.

2. On procède à des enquêtes sur le terrain en cas d'épidémie afin d'être en mesure de lutter contre la maladie de toute urgence.

3. On prend, pour certaines épidémies, des mesures de surveillance qui comprennent des enquêtes épidémiologiques et des études bactériologiques et parasitologiques.

Parmi les épidémies les plus importantes que l'Irak ait connues au cours des cinq dernières années, la plus grave a été l'épidémie de variole, qui a duré de 1969 à 1973. Au cours du premier trimestre de 1972, il y a eu 37 cas de variole en Irak, et l'épidémie a été jugulée en quatre mois environ. Les mesures prises ont été les suivantes :

1) Détection précoce des cas et isolement des sujets atteints.

2) Recherche et vaccination immédiate des sujets qui avaient eu des contacts avec des malades.

3) Isolement des cas suspects.

4) Campagne spéciale de vaccination dans les régions atteintes; suivie de vaccinations massives dans le pays.

5) Après que l'épidémie eut été enrayée, on a pris des mesures pour assurer l'éradication complète de la maladie.

/...

La deuxième épidémie grave concernait une maladie non contagieuse : des agriculteurs et leurs familles qui avaient consommé du blé et de l'orge traités ont été intoxiqués par ces céréales, qui avaient une très forte teneur en mercure. Au cours de l'épidémie et des mois qui ont suivi, les mesures suivantes ont été prises :

- 1) Les services de santé des 16 gouvernorats ont été immédiatement informés de l'ampleur du fléau et des mesures ont été prises pour que les hôpitaux disposent de lits en nombre suffisant et pour que des soins d'urgence soient assurés.
- 2) Les services vétérinaires ont été informés sur le champ et des mesures ont été prises pour examiner le bétail abattu et évaluer le taux de mercure qui se trouvait dans leurs organes.
- 3) On a limité les déplacements du bétail et interdit leur transport d'une province à l'autre.
- 4) On a détruit le foie, le coeur, les rognons et la cervelle du bétail abattu dans les cinq provinces les plus gravement atteintes par l'empoisonnement.
- 5) Il a été défendu de chasser les oiseaux et de les consommer.
- 6) On a examiné systématiquement plusieurs catégories de produits alimentaires pour vérifier qu'ils étaient exempts de poisons chimiques.
- 7) On a suivi les personnes atteintes, on continue à les soigner et on étudie la manière de les réadapter.

Les autres maladies contagieuses qui se sont déclarées au cours de la période mentionnée ont été :

- 1) La tuberculose pulmonaire
- 2) La fièvre cérébrospinale
- 3) La fièvre typhoïde
- 4) La rougeole
- 5) La rubéole
- 6) La diphtérie
- 7) Les oreillons
- 8) La poliomyélite
- 9) L'hépatite infectieuse (virale)

/...

10) Le trachome

11) Le tétanos des nouveau-nés.

Certaines de ces maladies sont endémiques en Irak, et toutes les mesures de prévention, de traitement et de lutte nécessaires ont été prises et continuent à l'être. La vaccination par le BCG est obligatoire pour tous les nouveau-nés. Tous les enfants sont immunisés contre la poliomyélite et reçoivent le vaccin triple (diphtérie, tétanos, poliomyélite) à partir du troisième mois après la naissance. On vaccine contre la typhoïde et le choléra lorsque c'est nécessaire. On encourage la vaccination contre la rougeole, la rubéole et les oreillons surtout chez les groupes vulnérables. On inocule le toxoïde du tétanos aux femmes enceintes au cours des derniers mois de leur grossesse pour créer une immunité passive chez les nouveau-nés. Les patients sont isolés et traités dans les hôpitaux pour maladies contagieuses de toutes les provinces. On procède à des enquêtes et des études et l'on surveille les sujets qui ont eu des contacts avec les malades et les porteurs de germes. On prend des mesures pour améliorer l'environnement et les conditions sociales. L'éducation du public en matière d'hygiène personnelle et de santé publique est assurée par tous les moyens audiovisuels disponibles.

En outre, on effectue actuellement des études sur les maladies chroniques non contagieuses en vue de leur prévention, de leur traitement et de la lutte contre elles. Il s'agit du cancer des poumons et de ses liens avec le tabac, des autres cancers, du rhumatisme cardiaque, des autres maladies cardio-vasculaires et des accidents. Ces maladies gagnent du terrain chaque jour et deviennent de plus en plus graves.

b) Dans le domaine des maladies endémiques, des mesures ont été prises pour l'éradication des maladies qui ont une incidence sur la communauté du point de vue économique et social autant que physique et mental. Ce sont les suivantes :

1. Le paludisme : On poursuit les efforts pour faire disparaître totalement cette maladie fortement endémique en Irak en pulvérisant des insecticides comme le DDT et le Malathion pour tuer le vecteur de la maladie à la fois à l'état adulte et à l'état de larve; en outre, on surveille les cas et on traite les personnes infectées (avec de la chloroquine, du daraprim et de la primaquine) pour réduire le réservoir de parasites de la communauté.

Le nombre de cas est ainsi tombé de 12 998 en 1969 à 6 559 en 1972. Il est intéressant de mentionner qu'au cours de la période de prééradication cette maladie était très répandue. Pour donner un exemple, on avait signalé 750 000 cas en 1946.

On a utilisé pour ces activités environ 1 000 tonnes de poudre de DDT à 75 p. 100 et 300 tonnes de malathion par an au cours de cette période.

/...



Le gouvernement alloue environ 1 million de dinars irakiens chaque année aux fins de l'éradication de cette maladie.

2. Bilharziose : C'est une maladie extrêmement répandue dans le centre et le sud de l'Irak, surtout chez les agriculteurs et leurs familles. On s'est efforcé de lutter contre la transmission de la maladie. A cette fin, les activités ont été orientées dans cinq directions :

a) On a analysé en masse l'urine des enfants d'âge scolaire en procédant par sondage afin de constater les résultats obtenus dans la lutte contre cette maladie. Au cours de cette période, le nombre de sujets contaminés parmi les enfants examinés est tombé de 5,3 p. 100 en 1969 à 4 p. 100 en 1972. Rappelons qu'en 1958 le taux d'incidence chez les enfants d'âge scolaire était d'environ 40 p. 100.

b) On a amélioré le traitement en passant de 14 injections de fouadine (antimoine) à une seule injection d'hycantone.

c) L'assainissement est effectué en coopération avec la Fondation des services de santé ruraux, d'autres ministères comme le Ministère de l'irrigation, de l'agriculture et les municipalités. D'autre part, on traite les voies d'eau infectées pour tuer les mollusques au moyen de produits comme le sulfate de cuivre, le pentachlorophénate de soude et le bayluscide. On a enregistré une réduction du taux d'infection par les mollusques des eaux examinées, qui est tombé de 5 p. 100 en 1969 à 3,9 p. 100 en 1972, alors qu'il était de plus de 40 p. 100 en 1958.

d) On éduque le public pour l'empêcher d'entrer en contact avec les eaux infectées.

e) Les centres de santé locaux assurent le diagnostic et le traitement.

3. Lutte contre les vecteurs : On les étudie et on les attaque par des insecticides de la manière suivante :

a) On pulvérise du pyrethre et du diazinon périodiquement sur les villes d'Irak.

b) On tue les larves des eaux stagnantes et des gîtes larvaires à l'aide de produits chimiques et de produits du pétrole.

c) On pulvérise du diptres sur les décharges.

4. Kala azar : On s'est efforcé d'obtenir des renseignements sur la fréquence et l'épidémiologie de la maladie et les moyens de lutte contre elle.

Les activités dans ce domaine comprennent le diagnostic (clinique, microscopique et par culture), le traitement, les études entomologiques du vecteur et une enquête sur le réservoir animal. Les études ont révélé l'existence de foyers de cette maladie en Irak.

5. Autres études : On a effectué des études sur d'autres maladies endémiques comme l'hydatidose et l'ankylostomiase pour établir des projets de lutte contre ces maladies.

C. Dans le domaine de la surveillance des maladies professionnelles, on a créé un département central de l'hygiène professionnelle rattaché au Directeurat général de la médecine préventive; il comprend deux médecins, dont l'un est spécialisé dans la médecine du travail. En outre, un département du même genre est rattaché au Ministère du travail et des affaires sociales; il comprend un médecin, 10 scientifiques (chimistes) et 91 inspecteurs d'usine ainsi qu'un laboratoire d'hygiène et de sécurité du travail. Depuis 1972, tous les travailleurs souffrant de maladies ou de blessures sont traités dans un hôpital ayant tout le personnel nécessaire. En outre, les grands établissements industriels sont tenus d'employer des médecins. Les mesures prises par les départements susmentionnés pour la prophylaxie et le traitement des maladies du travail ou autres et la lutte contre ces maladies visent à :

1. Offrir un milieu de travail salubre et sûr en procédant à des inspections d'usine répétées.

2. Assurer un examen médical des travailleurs avant l'emploi et à intervalles périodiques.

3. Effectuer des examens radiographiques, des analyses de sang et d'urine et d'autres tests.

4. Vacciner tous les travailleurs contre des maladies comme le choléra, la typhoïde et la variole.

5. Assurer les premiers soins sur le lieu du travail.

6. Dispenser une éducation sanitaire aux travailleurs et à la direction en ce qui concerne l'hygiène personnelle, la santé publique, la protection contre les risques de l'environnement et les liens entre la profession et la santé. C'est un personnel qualifié qui s'en charge, en s'aidant de tous les auxiliaires audiovisuels disponibles.

7. Réadapter les blessés et les malades dans des centres de réadaptation rattachés au Ministère du travail et des affaires sociales.

8. Etablir un comité spécial pour l'indemnisation des blessés, des malades et des invalides.

9. Assurer la formation des étudiants en médecine, des infirmières, des inspecteurs d'usines en matière d'hygiène du travail, y compris le diagnostic, le traitement et la prévention des maladies professionnelles et autres.

4. La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie :

On prend des mesures pour améliorer les services médicaux thérapeutiques des hôpitaux (ceux-ci sont au nombre de 152 et comptent 20 322 lits) et des polycliniques (qui sont au nombre de 54). Les effectifs de médecins, de dentistes, de pharmaciens et d'infirmières ont augmenté considérablement au cours de la période allant de 1969 à 1972, comme il apparaît ci-dessous.

<u>Année</u>	<u>Médecins</u>	<u>Dentistes</u>	<u>Pharmaciens</u>	<u>Infirmières</u>
1969	2 552	345	669	2 910
1970	2 890	379	855	3 343
1971	3 087	442	885	3 546
1972	3 612	497	957	3 597

Quant aux services de santé ruraux, on a pris des mesures radicales pour faire en sorte qu'ils soient accessibles à tous les habitants des régions rurales et à tous les paysans. A cette fin, on a créé des centres de santé ruraux primaires et secondaires et on les a équipés de toutes les installations et de tout le matériel nécessaires pour le diagnostic et le traitement, sous la supervision de personnel médical et auxiliaire qualifié. On a également organisé des équipes mobiles qui assurent des soins aux habitants des zones rurales éloignées.

Mais la mesure la plus importante de toutes est la nationalisation et la socialisation de la médecine dans les zones rurales. De ce fait, la médecine privée a perdu sa réputation. Tous les citoyens, riches ou pauvres, sont soignés également et bien. La nationalisation et la socialisation de la médecine ont été étendues aux petites villes et petit à petit elles gagneront les grands centres urbains. Le tableau suivant montre l'accroissement du nombre des centres de santé placés sous ce régime :

<u>Année</u>	<u>Nombre de centres</u>
1970	140
1971	140
1972	174
1973	247

En outre, le personnel de santé médical et auxiliaire qui travaille pour la Fondation de la santé rurale a augmenté considérablement depuis 1968, comme le montre le tableau ci-dessous :

/...

<u>Personnel</u>	<u>Avant 1968</u>	<u>Actuellement</u>
Médecins (hommes)	30	220
Médecins (femmes)	néant	120
Dentistes	10	40
Pharmaciens	4	6
Personnel sanitaire	15	124
Assistants médicaux	400	640
Assistants de laboratoire	6	130
Assistants de pharmacie	14	148
Radiologues	0	10
Infirmières	70	201
Sages-femmes	néant	28
Vaccinateurs	50	134
Aides-infirmiers	400	850
Aides-soignants	450	1 000

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection  
et à une assistance

L'article 11 de la Constitution provisoire stipule ce qui suit :

"La famille est le noyau de la société. L'Etat lui garantit sa protection et son soutien et prend soin des mères et des enfants."

La loi No 42 de 1968, relative aux institutions sociales, traite des services sociaux offerts aux citoyens.

/...

F. Droit à l'éducation

L'article 27 de la Constitution provisoire prévoit ce qui suit :

- "a) L'Etat s'engage à combattre l'analphabétisme et à assurer le droit de tous les citoyens à l'enseignement gratuit aux différents degrés : élémentaire, secondaire et supérieur;
- b) L'Etat s'efforcera de rendre l'enseignement élémentaire obligatoire, de développer l'enseignement professionnel et technique dans les villes et les villages et d'encourager spécialement les cours du soir, qui permettent aux masses de s'instruire tout en travaillant;
- c) L'Etat garantit la liberté de la recherche scientifique; il encourage et récompense le mérite et la création dans d'autres domaines d'activité intellectuelle, scientifique ou technique ainsi que diverses expressions du génie national.

Le 6 décembre 1971, l'Irak a promulgué la loi concernant la lutte contre l'analphabétisme No 153 de 1971. On a établi un plan de 15 ans qui a pour objectif d'éliminer l'analphabétisme.

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1. Droit de prendre part à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

Les articles 28 et 29 de la Constitution provisoire prévoient ce qui suit :

- "28. L'enseignement visera à élever le niveau général d'instruction, à encourager la pensée scientifique, à renforcer l'esprit de recherche, à répondre aux besoins des programmes de développement économique et social, à former une génération libre et à l'esprit ouvert, forte par la structure et le caractère, qui chérisse sa nation et son patrimoine national, à encourager le respect des droits de toutes les nationalités et à lutter contre la philosophie du capitalisme, de l'exploitation, de la réaction, du sionisme, de l'impérialisme, afin de parvenir à l'unité, à la liberté et au socialisme."
- "29. L'Etat s'efforcera de faire bénéficier tous les citoyens des progrès de la civilisation moderne en les mettant à la portée des masses populaires."

/...

2. Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

Le 4 janvier 1971 l'Irak a promulgué la loi pour la protection du droit d'auteur No 3 (1971) qui protège les auteurs contre toute atteinte à la propriété et leur permet de bénéficier entièrement et librement des fruits de leur travail.

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune ou de naissance

On a déjà mentionné l'article 19 de la Constitution provisoire, qui prévoit ce qui suit :

"Les citoyens sont égaux devant la loi, sans distinction de sexe, de race, de langue, d'origine sociale ou de religion" et "des chances égales sont garanties à tous les citoyens dans les limites de la loi."

A cet égard, il convient de mentionner le Décret du Conseil du commandement de la révolution No 288 du 11 mars 1970, qui traite de la reconnaissance des droits nationaux des Kurdes irakiens et stipule notamment que, dans l'élaboration du plan économique national, il faudra veiller à assurer un processus de développement adéquat dans toutes les régions du pays, en tenant compte en particulier de la situation spéciale de la région kurde irakienne. Par ce même décret, a été créé un comité d'experts chargé d'étudier les moyens de relever et de développer rapidement cette région. En outre, on a établi un budget spécial à cette fin.

Le Gouvernement irakien a poursuivi énergiquement l'application des mesures de développement, particulièrement dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'information, en faveur des Kurdes irakiens. En premier lieu, l'article 7 de la Constitution reconnaît la langue kurde comme langue officielle, au même titre que l'arabe, dans la région kurde. En 1970, une université a été créée dans cette région et l'on s'efforce de toutes les manières de favoriser l'exercice effectif de l'autonomie par les Kurdes irakiens, conformément aux objectifs énoncés dans le Décret du Conseil du commandement de la révolution cité ci-dessus. Il est intéressant de noter à cet égard que, depuis l'adoption de ce décret, il s'est créé diverses associations et syndicats kurdes, qui groupent par exemple des étudiants, des femmes, des jeunes et des enseignants.

La politique menée par le Gouvernement de la République d'Irak à l'égard des Kurdes a été appliquée également aux autres minorités du pays. Le 24 avril 1972, le Conseil du commandement de la révolution a adopté le Décret No 251, qui a reconnu les droits culturels des Irakiens de langue syriaque, qu'ils soient Assyriens, Chaldéens ou Syriaques. Le Décret stipule que le syriaque

sera considéré comme la langue d'enseignement dans toutes les écoles primaires où la majorité des élèves parle le syriaque, à condition que l'arabe continue à être enseigné comme langue obligatoire. La même disposition s'applique aux écoles intermédiaires et secondaires. Au niveau de l'université (à la Faculté des lettres de l'Université de Bagdad), le syriaque a été introduit dans les programmes comme langue ancienne. L'Office irakien de la radio et de la télévision a été prié de donner des programmes en syriaque, et le Ministère de l'information a été invité à faire paraître une publication mensuelle en syriaque. En outre, ce décret prévoit la création d'une association d'écrivains syriaques, garantit leur représentation dans les associations et syndicats littéraires du pays et prévoit l'octroi d'une assistance morale et matérielle aux auteurs et aux traducteurs syriaques pour leur permettre de publier leurs oeuvres. En outre, ce décret dispose que toutes les mesures nécessaires seront prises pour permettre aux citoyens de langue syriaque de créer des clubs culturels et artistiques et des sociétés artistiques et théâtrales afin de faire renaître et de développer le folklore national. Le 10 juillet 1972, l'Irak a promulgué la loi No 82 (1972), portant création de l'Académie syriaque des lettres, organisme indépendant doté de la personnalité juridique et ayant un rôle consultatif dans l'étude et l'enseignement du syriaque, la mise en valeur du patrimoine culturel et littéraire syriaque et l'étude des relations entre le syriaque et l'arabe. Cette académie a été habilitée à publier d'anciens textes et documents syriaques, à faire composer et traduire des textes sur des sujets choisis par elle, à aider à la rédaction de manuels d'enseignement pour tous les degrés, à créer une bibliothèque syriaque, à publier un périodique et à fournir une aide financière aux chercheurs, aux écrivains et aux traducteurs syriaques.

On a adopté et appliqué des mesures similaires en faveur de la minorité irakienne kurde.

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

/Original : anglais/

/2 juillet 1974/

Conformément aux dispositions et à l'esprit de la constitution de la République arabe syrienne, qui garantit et protège les différents aspects des droits économiques, sociaux et culturels, de nombreux décrets visant à promouvoir ces droits ont été promulgués. Au cours des cinq dernières années, le Gouvernement de la République arabe syrienne a pris une série de décrets portant sur les domaines suivants :

1. La protection de l'enfance

Le décret No 107, daté du 4 mai 1970, garantit la sécurité des enfants nés hors du mariage. Le Ministère des affaires sociales et du travail est prié de créer dans tout le pays les institutions nécessaires pour dispenser à ces enfants l'instruction et la formation professionnelle qui leur permettront de devenir indépendants et de gagner leur vie.

2. La protection sociale

Pour les sourds et les muets, le décret No 40 daté du 20 janvier 1970 prévoit la création d'institutions spéciales dotées d'un personnel qualifié chargé de prendre soin de leur instruction et de leur fournir l'assistance nécessaire pour qu'ils puissent trouver un emploi approprié. A ceux auxquels leur situation ne permet pas de vivre à l'extérieur, ces institutions fournissent en outre la pension complète. En plus de celles qui ont été créées par l'Etat, il existe de nombreuses autres institutions dépendant d'associations et établissements privés. Cette catégorie d'institutions reçoit annuellement des subventions du Ministère des affaires sociales et du travail.

Pour les personnes handicapées, le décret No 54 du 26 janvier 1970, prévoit la création de centres de formation professionnelle, également chargés de fournir des services médicaux, y compris les appareils de prothèse et autres appareils nécessaires de manière à ce que les intéressés soient en mesure de reprendre leur travail initial ou d'accomplir toute autre sorte de travail convenant à leur situation. Il incombe aux responsables de ces centres d'assurer aux handicapés l'instruction, la formation professionnelle, un soutien financier et de les orienter vers une profession appropriée.

3. L'organisation des activités sociales populaires

Dans le domaine de l'organisation syndicale de la paysannerie, les autorités syriennes ont promulgué le décret No 253 de 1969 en se donnant les objectifs suivants :

/...



a) Faire renoncer les paysans à la recherche de l'intérêt personnel et à leur attachement à des liens irrationnels comme ceux qui les unissent à la tribu, à la secte ou à la région pour qu'ils s'organisent dans un cadre coopératif nouveau.

b) Faire en sorte que les paysans ne soient plus en marge de la vie publique et qu'ils participent à la lutte socialiste, libérale et nationale avec le prolétariat des villes, les soldats, les intellectuels révolutionnaires et les artisans.

c) Permettre à l'organisation paysanne de mener à bien la révolution agricole en adoptant et en utilisant les techniques agricoles modernes.

d) Rappeler que l'objectif fondamental de la lutte menée par les paysans dans les campagnes est d'arriver à appliquer les techniques agricoles modernes ainsi qu'à comprendre et à absorber les lois et les plans modernes visant à l'accomplissement d'une révolution agricole dans le cadre d'une transformation socialiste authentique de l'économie agricole, où l'individualisme cède le pas à un système coopératif. Cette évolution apportera finalement une solution révolutionnaire au problème de l'agriculture.

Ce décret a eu pour résultat :

a) D'aboutir à une révolution paysanne organisée tout en faisant de la paysannerie laborieuse une classe unie et homogène de façon à protéger ses intérêts, à garantir ses droits et à améliorer sa situation dans les domaines économique, culturel, social et sanitaire. En accomplissant les tâches qu'il s'est assignées le mouvement syndicaliste paysan permettra d'atteindre ces objectifs.

b) De créer un lien entre la lutte pour la libération et l'unité nationale et la lutte de classe visant à construire le socialisme, ainsi que d'atteindre les objectifs de la nation arabe, qui aspire à l'unité, à la liberté et au socialisme.

c) D'en finir avec les vieilles méthodes de production agricole arriérées et primitives et d'introduire des méthodes modernes.

d) De propager et de renforcer la coopération agricole.

En ce qui concerne l'éducation des paysans, le gouvernement a promulgué le décret No 103 de 1969, qui crée à leur intention des établissements dont les buts sont les suivants :

a) Promouvoir des programmes d'alphabétisation à l'intention des paysans aux niveaux national et social;

b) Propager la culture paysanne et les sciences agricoles;

c) Examiner l'aspect technique et juridique des expériences effectuées en matière agricole;

/...

d) Encourager l'esprit d'équipe chez les travailleurs et le développement des organisations professionnelles et coopératives;

e) Former des cadres paysans ayant une instruction suffisante pour être capables d'assumer la responsabilité de diriger, de guider, d'éveiller les masses ainsi que d'exprimer leurs besoins et leur volonté dans tous les domaines, et de passer à des réalisations concrètes.

A cet égard, l'Institut central de mars et d'autres institutions de formation ont joué un rôle de premier plan au niveau national.

Dans un autre domaine important, les autorités syriennes, désireuses d'organiser les activités des femmes dans le pays, ont promulgué le décret No 121 de 1967 portant création de l'Union générale des femmes. Au cours de ces dernières années, cette organisation a mis à son actif de nombreuses réalisations importantes; elle a notamment créé des centres de puériculture et des centres de formation professionnelle, mis au point des programmes d'alphabétisation et fourni une aide extrêmement utile dans d'autres secteurs.

#### 4. Le secteur du travail

Dans ce domaine, les autorités syriennes ont promulgué un certain nombre de décrets portant sur les points suivants :

a) Le décret No 206 de 1969 stipule que la durée du service militaire doit entrer en ligne de compte dans le calcul de l'indemnité de licenciement et de la pension et qu'elle doit être prise en considération pour la retraite et l'avancement. Cette mesure ne s'appliquait jusqu'alors qu'aux personnes employées par les organismes d'Etat ou les établissements du secteur public et jouissant d'un régime propre, mais la nouvelle loi en fait bénéficier également le personnel des divers services de l'Etat assujetti aux dispositions de la législation du travail.

b) Le décret No 250 accorde aux artisans le droit de former des associations artisanales coopératives afin de sauvegarder et de défendre leurs intérêts. Ce décret donne également à ces associations le droit de constituer dans tous les districts du pays une union ayant son siège à Damas.

c) Le décret No 51 de 1970 a accordé à tous les travailleurs rémunérés à la journée ou à la semaine le congé payé hebdomadaire.

d) En vertu du décret No 127 de 1970, tous les salariés employés par les pouvoirs publics, y compris ceux qui sont assujettis aux dispositions du Code du travail, bénéficient des mêmes garanties en ce qui concerne la procédure de licenciement (demandes de suspension, plaintes, justification).

e) Le montant de l'allocation familiale a été porté de 12 livres syriennes à 15 livres syriennes par personne à charge. Le décret législatif No 209 de 1970 a été pris à cette fin.

/...

f) Le décret législatif No 14 de 1971 a été pris dans le but d'accorder à tous les travailleurs employés en permanence dans les différents établissements et entreprises du secteur public, ainsi que dans les sociétés et établissements étrangers, le droit à une indemnité complète pour charge de famille après un an de service.

g) En ce qui concerne les congés annuels, les congés pour mariage et les congés de convenance personnelle pour cause de décès dans la famille, les autorités syriennes ont promulgué le décret No 41 de 1972 qui complète l'article 58 du Code du travail et accorde à tous les travailleurs le droit à un congé annuel dont la durée est proportionnelle au temps de service accompli même si celui-ci est inférieur à une année entière. Le décret accorde également aux travailleurs dont la durée de service est d'au moins six mois quatre jours de congé pour se marier et trois jours de congé sans retenue sur le salaire en cas de décès dans la famille.

TCHECOSLOVAQUIE

/Original : anglais/

/16 juillet 1974/

Au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, l'essor de l'économie nationale a si bien permis d'assurer la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels qu'il a été possible d'adopter de nouvelles mesures législatives, garantissant encore mieux le respect de ces droits. Ces mesures procèdent, en premier lieu, de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque, et en particulier de l'article 15 :

"1. L'Etat pratique une politique économique, sanitaire, sociale et culturelle telle que, parallèlement à l'accroissement de la production, à l'élévation du niveau de vie de la population et à la diminution graduelle du temps de travail, les capacités physiques et mentales du peuple tout entier se développent constamment.

2. L'Etat veille à la protection de la nature, ainsi qu'à la sauvegarde des beautés des sites de la patrie, afin de susciter par là des sources toujours plus riches de bien-être pour le peuple et un cadre convenable susceptible de profiter à la santé des travailleurs et de leur permettre de refaire leurs forces."

Et l'article 16, paragraphe 2, dispose :

"L'Etat, conjointement aux organisations sociales, favorise par tous les moyens possibles l'activité créatrice dans le domaine de la science et des arts, s'efforce d'étendre et d'approfondir sans cesse le savoir des travailleurs et leur participation active à la création scientifique et artistique et veille à ce que les résultats de cette activité soient mis au service du peuple entier."

Un certain nombre de nouvelles dispositions législatives ont été prises dans ce domaine au cours de la période examinée. Ces innovations ont été rendues possibles par la croissance du revenu national, qui a servi non seulement à développer la production industrielle, à construire des équipements dans le secteur non productif, mais aussi à assurer et à élever, d'une manière directe, le niveau de vie et la consommation individuelle des citoyens de la République socialiste tchécoslovaque.

Dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, les organes de l'Etat tchécoslovaque ont tout particulièrement concentré leur attention sur les points suivants :

- réglementation concernant le licenciement, l'emploi et la sécurité matérielle des travailleurs dans le cas de la mise en oeuvre de mesures de rationalisation et d'organisation;

/...

- normes relatives à la croissance des salaires et principes régissant la rémunération du travail;
- augmentation des pensions les plus basses;
- augmentation des pensions versées au titre de l'ancien régime;
- octroi de prêts aux jeunes mariés, avec une contribution de l'Etat;
- mise à jour de la réglementation relative à l'interruption artificielle de la grossesse;
- mesures préventives de lutte contre les maladies infectieuses;
- vaccination normale et obligatoire contre les oreillons et vaccination exceptionnelle contre le tétanos;
- aide aux familles nombreuses et création de meilleures conditions économiques au cours des premiers mois suivant la naissance d'un enfant;
- adoption d'une nouvelle réglementation concernant le placement familial;
- réglementation de la propriété littéraire;
- protection des monuments historiques et de la nature.

Le 7 octobre 1968, la République socialiste tchécoslovaque a signé le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. L'ordre juridique tchécoslovaque ne se contente pas d'assurer l'application des dispositions du Pacte mais, à maints égards, et en particulier dans le domaine du droit au travail, à la sécurité sociale et à l'éducation, il va au-delà de ces dispositions.

#### A. Droit au travail

En Tchécoslovaquie, le droit au travail et les droits connexes sont protégés par la Constitution et par des règlements d'application. Le droit au travail est un droit fondamental. Au cours de la période considérée, les dispositions législatives ci-après ont été prises pour mieux garantir ce droit :

I. L'arrêté No 86/1967 (Recueil de lois) tel qu'il a été amendé par l'arrêté No 132/1968 (R.L.) a été remplacé par l'arrêté No 74/1970 (R.L.), qui régit le licenciement, l'emploi et la sécurité matérielle des travailleurs dans le cas de la mise en application de mesures de rationalisation et d'organisation. Cet arrêté, comme les dispositions précédentes, régit le licenciement et l'emploi des travailleurs dans le cas de modifications apportées à la structure de l'économie nationale, de la suppression des installations industrielles non rentables, de la réduction des effectifs du personnel de direction et d'administration et d'autres mesures de rationalisation ou d'organisation

/...

et aussi dans le cas de dispositions visant à interdire certains emplois et lieux de travail aux femmes. Il réglemente également la sécurité matérielle de ces travailleurs, avant et après leur affectation à un nouvel emploi, et leurs droits dans le domaine de l'assurance maladie et de la sécurité sociale (section 1, paragraphe 1 de l'arrêté). L'arrêté concerne :

a) Les travailleurs licenciés pour des raisons d'organisation et le personnel féminin licencié du fait de l'interdiction de certaines professions et lieux de travail pour les femmes, le licenciement ayant lieu sur avis donné par une organisation socialiste ou en vertu d'un accord.

b) Les membres des coopératives de production licenciés sur avis donné par la coopérative de production ou en vertu d'un accord, conformément aux statuts de la coopérative et pour des raisons conformes à celles qui justifient la cessation de la relation de travail aux termes de la rubrique a/.. (section 1, paragraphe 2 de l'arrêté).

Si, malgré l'assistance fournie par l'entreprise qui l'a licencié et par le comité national, le travailleur ne peut trouver un emploi qui convienne à sa condition physique, à ses aptitudes et également à sa compétence, immédiatement après la fin de la relation de travail existante, il a droit, sous réserve que les conditions énoncées dans l'arrêté soient remplies, à une allocation pour recherche d'emploi. Cette allocation s'élève à 60 p. 100 de ce qu'il gagnait, en moyenne, par mois, dans l'entreprise qui l'a licencié et elle lui est versée jusqu'à ce qu'il recommence à travailler, pendant une période maximum de 6 mois.

Le travailleur licencié qui trouve, dans un délai normal, un autre emploi est habilité à recevoir de l'entreprise qui l'a licencié le solde équivalant à la différence entre le salaire moyen brut qu'il recevait dans son lieu de travail précédent et le salaire brut qu'il reçoit dans son nouveau lieu de travail, et cela pour une période de trois mois suivant la prise de ses nouvelles fonctions.

Comme le chômage est inexistant en Tchécoslovaquie, le versement d'une indemnité pour recherche d'emploi n'intervient que dans des cas exceptionnels. La durée moyenne pendant laquelle l'indemnité est versée est d'environ un mois et demi.

II. Les salaires, mais aussi l'aménagement des impôts sur le salaire, les allocations familiales, les prestations de maternité, les loyers peu élevés, la stabilité des prix - surtout en ce qui concerne les produits alimentaires et les articles de base - sont quelques-uns des éléments qui assurent aux travailleurs et à leur famille de bonnes conditions d'existence.

L'arrêté No 158/1970 (Recueil de lois) relatif aux normes régissant l'accroissement des salaires et aux principes s'appliquant à la rémunération du travail, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1971, a remplacé l'arrêté No 174/1969 (R.L.). Cet arrêté a annulé les règlements énoncés dans l'arrêté No 101/1966 (R.L.) relatif à la rémunération du travail dans le nouveau système de gestion planifiée de l'économie nationale. Dans sa troisième partie, l'arrêté No 158/1970 (R.L.) réglemente la rémunération des travailleurs dans leurs relations professionnelles.

/...

III. La loi No 74/1973 (R.L.), qui modifie la loi No 68/1951 (R.L.) relative aux organisations et assemblées bénévoles, stipule que les dispositions des sections 1 à 5 de la loi No 68/1971 (R.L.) ne visent pas les organisations syndicales. Les sections 1 à 5 de cette loi établissent les principes gouvernant les activités des organisations bénévoles ainsi que les conditions dans lesquelles ces organisations peuvent être créées.

#### B. Droit à la sécurité sociale

Au cours de la période allant du 1er janvier au 30 juin 1973, les nouvelles dispositions ci-après ont été adoptées dans le domaine de la sécurité sociale :

- Loi No 71/1970 (R.L.) relative à l'ajustement de certaines pensions modestes et à d'autres modifications en matière de sécurité sociale;
- Loi No 106/1971 (R.L.) portant majoration des pensions versées au titre de l'ancien régime et de certaines autres pensions modestes de la sécurité sociale.

Ces lois modifient la loi No 101/1964 (R.L.) sur la sécurité sociale et la loi No 103/1964 (R.L.) relative à la sécurité sociale des agriculteurs travaillant dans les coopératives. Elles prévoient la majoration de la pension de vieillesse si celle-ci est le seul revenu du bénéficiaire ou si celui-ci a à sa charge l'un des membres de sa famille.

La pension ne peut être majorée que si le bénéficiaire (ou le membre de sa famille) n'est pas à même, pour des raisons d'âge, de santé ou autres, d'accroître son niveau de vie par son propre travail (section 18, paragraphes 5 et 6 de la loi No 101/1964, Recueil de lois).

Les pensions d'invalidité (section 28, paragraphe 4 de la loi précitée), les pensions de veuves (section 31, paragraphe 6 de la loi précitée), et les pensions d'orphelins (section 34, paragraphe 4 de la même loi) peuvent être augmentées de la même façon.

A partir de maintenant, les assurances sociales peuvent aussi être augmentées, et des ajustements analogues ont également été effectués sur les pensions versées aux agriculteurs travaillant dans les coopératives, aux agriculteurs travaillant pour leur propre compte et aux autres travailleurs indépendants. Les pensions versées au titre de l'ancien régime, c'est-à-dire les pensions qui ont été approuvées avant le 1er janvier 1957, ont été majorées à partir du 1er octobre 1970 dans des proportions variables suivant le type de pension, et les pensions de veuves ont fait l'objet d'une majoration mensuelle de 60 p. 100 [voir loi No 106/1970 (R.L.)].

En application de la loi No 71/1970 (R.L.) et de la loi No 106/1971 (R.L.), 900 000 pensions ont été majorées et le montant des dépenses annuelles opérées au titre des pensions a augmenté de ce faire d'environ 900 millions de couronnes tchécoslovaques.

/...

Le décret du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque No 2/1971 (R.L.), a annulé le décret No 73/1969 (R.L.). Il régleme d'une nouvelle manière le versement exceptionnel de pensions à certaines catégories de travailleurs.

Le travailleur qui continue à exercer un emploi après la date à laquelle il est admis au bénéfice de la retraite reçoit la valeur totale de cette retraite si son revenu mensuel n'excède pas 800 couronnes ou, pour certaines professions, 1 000 couronnes.

Cependant, nonobstant cette disposition, il arrive que le travailleur dont le revenu dépasse ce montant continue à recevoir la valeur totale de la retraite vieillesse s'il est engagé temporairement à l'occasion d'une campagne, en période de pointe, ou pour des activités saisonnières, de secours ou d'urgence et s'il ne travaille pas pendant plus de 180 jours ouvrables par an (120 jours dans le cas d'un travail administratif).

Pensions en 1969 et en 1972

Année	Nombre de pensions	Indice	Dépenses en millions de couronnes	Indice
1969	3 158 000	100	23 072	100
1972	3 458 000	109,5	28 445	123,3

C. Droit à un niveau de vie suffisant

Ce droit est étroitement lié au droit au travail, à une juste rémunération du travail et à la sécurité sociale. Au cours de la période considérée, aucune modification d'ordre législatif n'a été apportée dans le domaine du droit à une alimentation et à un habillement suffisants; dans la République socialiste tchécoslovaque ce droit est garanti par le niveau de vie de l'ensemble de la population.

Pour ce qui est du droit aux services sociaux nécessaires, il n'y a eu aucun changement; toutefois, des passages des parties D et E du présent rapport ont également trait à cette question.

L'amélioration des conditions de vie est facilitée, entre autres choses, par des prêts avec contribution de l'Etat octroyés aux jeunes mariés en vertu de l'ordonnance No 14/1973, Recueil des lois, du Présidium de l'Assemblée fédérale. Ces prêts, jusqu'à concurrence de 30 000 couronnes, sont octroyés aux couples mariés de moins de 30 ans, si leurs revenus mensuels (salaires ou gains analogues) ne dépassent pas 5 000 couronnes :

/...



a) Pour le paiement de leur part dans la coopérative de logement ou pour le paiement des dépenses encourues lors de la construction ou de l'achat d'une maison;

b) Pour l'achat de mobilier.

Le taux d'intérêt annuel est de 1 p. 100 dans le cas a) et de 2,5 p. 100 dans le cas b). La période de remboursement s'étale sur 10 ans au maximum. Une contribution de l'Etat est versée pour le remboursement du prêt aux couples de jeunes mariés qui ont un enfant. Cette contribution est de 2 000 couronnes pour le premier enfant et de 4 000 couronnes pour le deuxième ainsi que pour chaque nouvel enfant. Les prêts sont octroyés également aux jeunes célibataires de moins de 30 ans s'ils ont à leur charge au moins un enfant à eux ou un enfant adopté qui n'a pas atteint l'âge de 3 ans au 1er avril 1973.

Dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement, l'arrêté No 35/1972 (R.L.) et l'arrêté No 11/1973 (R.L.) du Ministère de la sylviculture et de l'économie hydraulique de la République socialiste slovaque et de la République socialiste tchèque, relatifs à la protection des eaux contre la pollution thermique, ont été publiés pendant la période examinée.

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mentale possible

Des soins médicaux gratuits sont assurés à tous les citoyens de la République socialiste tchécoslovaque. Les dispositions législatives fondamentales qui garantissent le droit à la santé sont énoncées dans la loi No 20/1966 (R.L.) concernant la santé publique et dans des arrêtés, publiés en 1966, en vue de l'application de cette loi. Conformément à l'étude faite par les organes législatifs, cette réglementation répond, en principe, aux besoins. Néanmoins, elle a été sur certains points modifiée ou amendée pendant la période considérée.

I. La nécessité d'apporter un soin accru à la protection de la santé de la femme et l'intérêt que présentait pour la société une amélioration de la natalité ont suscité l'adoption de nouveaux règlements d'application concernant l'interruption artificielle de la grossesse. Ces règlements, dont l'exécution a été assurée par l'arrêté No 71/1973 (Recueil de lois) du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque, l'ordonnance No 20/1973 (Bulletin du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque) et l'arrêté No 72/1973 (Recueil de lois) du Ministère de la santé de la République socialiste slovaque, fixent les conditions dans lesquelles l'interruption de la grossesse sera autorisée et permettent aux commissions compétentes d'adopter une méthode d'approche unifiée lorsqu'une demande d'interruption de grossesse leur est soumise.

II. De nouveaux principes ont été adoptés pour évaluer et limiter les doses de rayonnements ionisants auxquels peuvent être exposés les travailleurs et le grand public. Ces principes sont énoncés dans l'arrêté No 59/1972 (R.L.) du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque et dans l'arrêté No 65/1972 (R.L.) de la République socialiste slovaque, qui réglementent aussi

/...

les mesures qu'il faut prendre pour se protéger de ces rayonnements et surtout imposent aux entreprises et aux travailleurs des obligations plus strictes en la matière.

III. Certaines mesures de prophylaxie des maladies infectieuses - notamment la vaccination - ont fait l'objet de nouveaux règlements et la liste des maladies infectieuses dont les cas doivent être signalés et enregistrés a été allongée (arrêté No 17/1973 (R.L.) du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque et arrêté No 21/1973 (R.L.) du Ministère de la santé de la République socialiste slovaque).

Afin d'intensifier la lutte contre les maladies infectieuses, la vaccination régulière contre les oreillons est obligatoire depuis 1969. (Décision du Chef du Service d'hygiène de la République socialiste tchèque publié dans le Fascicule No 36/1969 du Recueil de lois, et décision du Chef du Service d'hygiène de la République socialiste slovaque publié dans le Fascicule No 40/1969 du Recueil de lois.)

La vaccination spéciale contre le tétanos est aussi une mesure importante de lutte contre les maladies infectieuses. Cette mesure est maintenant mise en application aux termes du décret No 21/1973 (Bulletin du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque) du Ministère de la santé et du Chef des services d'hygiène de la République socialiste tchèque et du décret No 1/1973 (Bulletin du Ministère de la santé de la République socialiste slovaque) du Ministère de la santé et du Chef des services d'hygiène de la République socialiste slovaque.

IV. Afin que la qualité des services médicaux offerts suive l'évolution des sciences médicales et pharmaceutiques, la formation et l'éducation permanente du personnel de ces services ont également fait l'objet de nouvelles réglementations. (Arrêté No 72/1971 (R.L.) du Ministère de la santé de la République socialiste tchèque et arrêté No 77/1971 (R.L.) de la République socialiste slovaque.)

E. Droit de la famille, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

La famille, la mère et l'enfant jouissent, dans la République socialiste tchécoslovaque, de la plus large protection possible. L'article 26 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque dispose :

1) La maternité, le mariage et la famille sont placés sous la protection de l'Etat.

2) L'Etat et la société veillent à ce que la famille constitue la base saine du développement de la jeunesse. Aux familles nombreuses l'Etat accorde des facilités spéciales et une allocation.

/...

3) La société assure à tous les enfants et à la jeunesse toutes possibilités de développement de leurs aptitudes physiques et mentales. Il est pourvu à ce développement grâce aux soins prodigués par la famille, l'Etat et les organisations sociales ainsi que par l'aménagement particulier des conditions de travail de la jeunesse.

En outre, l'article 27 dispose : "L'égalité juridique de la femme dans ses activités familiales, professionnelles et publiques est assurée régulièrement par un aménagement spécial des conditions de travail et par des soins sanitaires particuliers durant la grossesse et la maternité, ainsi également que par le développement des installations et services permettant aux femmes de mettre toute leur capacité à profit pour participer à la vie de la société".

Au cours de la période considérée, ce domaine a fait l'objet des modifications et des nouvelles dispositions législatives suivantes :

I. La loi No 154/1969 (R.L.) a établi, à partir du 1er juillet 1970, le versement d'une indemnité de maternité. Cette loi a été remplacée par la loi No 107/1971 (R.L.) relative à l'indemnité de maternité, qui a pris effet le 1er octobre 1971. L'indemnité de maternité est une des mesures qui doivent permettre à la femme, si elle le désire ou le juge nécessaire, de s'occuper de son enfant pendant une période plus longue sans être obligée de reprendre son emploi ou d'exercer toute autre activité.

A l'heure actuelle, l'indemnité de maternité est versée à toutes les femmes - qu'elles aient ou non exercé un emploi avant leur accouchement - qui décident de s'occuper de leur enfant jusqu'à l'âge de deux ans et qui doivent, en même temps, s'occuper d'un autre ou de plusieurs autres enfants pendant la période de scolarité obligatoire, ou jusqu'à l'âge de 26 ans, si l'enfant est infirme et demande des soins constants.

L'indemnité de maternité est également versée aux femmes qui prennent soin d'un seul enfant de moins de 2 ans, à condition :

- qu'elles soient célibataires, veuves, divorcées ou seules, pour toute autre raison grave, et qu'elles ne vivent pas en concubinage;
- que l'enfant soit infirme et demande des soins constants;
- qu'elles s'occupent en permanence de l'enfant auprès duquel elles remplacent la mère.

Toutefois, dans tous ces cas, il faut que la femme ait exercé une activité professionnelle pendant un certain laps de temps avant l'accouchement. L'indemnité de maternité n'est versée qu'aux femmes qui, pendant les deux ans suivant la naissance de l'enfant, n'ont aucun revenu découlant d'une activité professionnelle ou qui ne reçoivent, au titre du régime d'assurance maladie, aucune allocation devant compenser leur salaire.

/...

L'indemnité de maternité s'élève à 500 couronnes par mois dans le cas d'un enfant de moins de 2 ans et à 800 couronnes dans le cas de deux enfants au-dessous de 2 ans. Elle est de 1 200 couronnes par mois s'il y a trois enfants ou plus.

#### Indemnité de maternité

Année	Nombre de femmes bénéficiant d'une indemnité de maternité	Dépenses en millions de couronnes
1971 (30 juin 1971)	47 000	317
1972 (30 juin 1972)	172 000	1 064
1973 (30 juin 1973)	190 000	1 250

II. La loi No 98/1971 (R.L.) prévoit l'augmentation de l'indemnité d'accouchement versée par la sécurité sociale, qui passe de 1 000 couronnes à 2 000 couronnes pour chaque naissance. Cette augmentation a pris effet le 1er octobre 1971.

Les allocations familiales et l'indemnité pour frais d'éducation (versée pour chaque enfant à charge aux personnes qui bénéficient d'une pension vieillesse, d'une pension invalidité, des assurances sociales et qui n'ont pas de revenu personnel) ont été majorées en vertu de la loi No 99/1972 (R.L.) portant majoration des allocations familiales et de l'arrêté No 100/1972 (R.L.) relatif à l'augmentation des allocations familiales qui sont versées aux exploitants agricoles et aux autres travailleurs indépendants. Ces majorations ont pris effet le 1er janvier 1973.

A l'heure actuelle, les allocations familiales sont de 90 couronnes pour un enfant, de 430 couronnes pour deux enfants, de 880 couronnes pour trois enfants, de 1 280 couronnes pour quatre enfants et elles sont augmentées de 240 couronnes par mois pour chaque enfant supplémentaire.

III. Par ailleurs, le placement familial a fait l'objet d'une réglementation :

- Loi No 50/1973 (R.L.) relative au placement familial;
- Arrêté No 51/1973 (R.L.) relatif aux personnes qui assurent le placement familial dans certains établissements spéciaux;
- Arrêté No 52/1973 (R.L.) relatif à l'application de certaines dispositions de la loi sur le placement familial dans la République socialiste tchèque;
- Arrêté No 53/1973 (R.L.) relatif à l'application de certaines dispositions de la loi sur le placement familial dans la République socialiste slovaque.

/...

C'est aux parents qu'il revient en premier lieu d'élever leurs enfants de façon à en faire de bons citoyens de l'Etat socialiste. Lorsque l'éducation d'un enfant n'est pas assurée par les parents, les organes compétents peuvent prendre les mesures nécessaires aux termes de la loi No 94/1963 (R.L.) relative à la famille, et si l'éducation de l'enfant ne peut être assurée par des parents adoptifs ou si son placement dans une institution n'est pas souhaitable, la législation autorise le recours au placement familial.

L'enfant dont les parents n'assurent pas l'éducation pour des raisons autres que des raisons passagères peut être confié à un autre citoyen (père ou mère nourricier) ou à un couple de personnes mariées. Le placement familial commence avec la décision du tribunal et prend fin avec la majorité de l'enfant, sa mort ou celle du père nourricier ou de la mère nourricière et, dans le cas où la garde a été confiée à un couple, avec le divorce des parents nourriciers. Le tribunal ne peut enlever l'enfant à ses parents nourriciers que s'il a de sérieuses raisons de le faire; il ne refusera jamais de révoquer un placement familial si ce sont les parents nourriciers qui le demandent.

Ne peut prendre un enfant en charge (placement familial) qu'un citoyen qui répond aux critères physiques et moraux indispensables pour assurer à l'enfant une bonne éducation, et dont la façon de vivre et celle de sa famille, où l'enfant sera élevé, garantissent que le placement familial sera profitable à l'enfant et conforme aux intérêts de la société socialiste.

Le père nourricier ou la mère nourricière a le devoir de prendre soin personnellement de l'enfant. Pour ce qui est de son éducation, il a les mêmes droits et les mêmes devoirs que les parents. Mais il n'a le droit de représenter l'enfant et de s'occuper de ses affaires que pour des questions courantes.

Pendant tout le temps où l'enfant est placé en nourrice, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et dans certains cas jusqu'à l'âge de 25 ans, il a droit à une allocation pour couvrir ses besoins. Cette allocation est généralement de 500 couronnes et si l'enfant a plus de 10 ans de 600 couronnes par mois. Le père nourricier ou la mère nourricière reçoit une prime de 200 couronnes pour chaque enfant dont il a la garde, et il a également droit aux allocations familiales.

IV. Le décret gouvernemental No 59/1964 (R.L.) relatif au mandat des comités nationaux s'occupant du placement des enfants a été modifié par le décret No 99/1971 (R.L.) aux termes duquel les comités nationaux de chaque district fournissent aux enfants qui ne font pas l'objet de soins appropriés, surtout de la part de personnes qui ont le devoir de s'occuper d'eux, ou de la part des services d'éducation collective, et qui n'ont pas de revenus ou de biens adéquats, une allocation qui peut aller jusqu'à 400 couronnes par mois et, si l'enfant a plus de 10 ans, jusqu'à 500 couronnes par mois. Selon les dispositions antérieures, cette allocation ne pouvait dépasser 300 couronnes par mois.

V. La réglementation relative à l'interruption artificielle de la grossesse, déjà mentionnée dans la partie B, a également subi des modifications.

/...

## F. Droit à l'éducation

En vertu de l'article 24 de la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque, les citoyens ont droit à l'instruction. Ce droit est assuré grâce à l'instruction scolaire de base dispensée à toute la jeunesse à titre obligatoire et gratuit jusqu'à l'âge de 15 ans, grâce aussi à un système d'établissements gratuits dispensant, dans une mesure sans cesse accrue, une instruction secondaire complète, générale ou professionnelle, et un enseignement supérieur. L'instruction est donnée dans la langue maternelle.

I. Le droit constitutionnel des citoyens à l'instruction est garanti par d'autres lois et règlements d'application, notamment :

a) La loi No 186/1960, Recueil de lois, relative à l'enseignement (la loi sur l'enseignement).

En vertu de cette loi, les jeunes de 6 à 15 ans reçoivent gratuitement une instruction scolaire de base; les jeunes de plus de 15 ans peuvent recevoir un enseignement secondaire et supérieur dans divers types d'établissements et les jeunes ayant terminé leurs études secondaires peuvent recevoir un enseignement universitaire. Les dépenses en personnel et en matériel liées à l'exploitation des établissements d'enseignement sont couvertes par l'Etat. Les manuels et le matériel scolaires sont également fournis gratuitement aux élèves des écoles primaires et secondaires. En outre, les citoyens qui ont un emploi peuvent recevoir un enseignement secondaire et supérieur sous la forme de cours du soir, par correspondance ou extra-muros. Ces citoyens bénéficient de grands avantages dans leur travail, surtout de congés d'étude payés. Cette sécurité économique et ces avantages sont accordés sur la base du règlement général publié sous forme d'arrêté, l'arrêté No 140/1968, Recueil de lois. En outre, l'organisation (l'employeur) doit attacher de l'importance à la compétence des travailleurs. Cette obligation fait l'objet d'une disposition du Code de travail (loi No 65/1965, Recueil de lois).

Conformément à l'humanisme de la société socialiste, les jeunes qui sont mentalement, sensuellement ou physiquement handicapés, ceux dont l'instruction pose des difficultés, et ceux qui sont placés dans un institut médical ou en sanatorium peuvent même recevoir un enseignement secondaire et une formation professionnelle par des moyens et méthodes spéciaux adaptés à leur condition.

b) La loi No 69/1958, Recueil de lois, concernant la formation professionnelle d'adolescents au moyen de stages d'apprentissage (loi relative à l'apprentissage).

En vertu de cette loi, les jeunes en apprentissage reçoivent un enseignement professionnel et général gratuit dans des écoles d'apprentissage, des centres et des instituts de formation. La sécurité financière et matérielle de l'apprentissage est réglementée par l'arrêté No 124/1967, Recueil de lois, et l'arrêté No 167/1969, Recueil de lois.

/...

c) La loi No 19/1966, Recueil de lois, concernant les universités.

Les études universitaires peuvent se faire à plein temps ou en cours d'emploi (cours du soir, par correspondance ou extra-muros). Les dépenses de fonctionnement des établissements (en matériel et personnel) sont couvertes par l'Etat. Les élèves des écoles secondaires et les étudiants ont droit au logement et à des repas à prix modérés dans des foyers, à une réduction du prix des transports publics, ainsi qu'à des bourses d'étude et une assistance sociale.

II. Le droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique, professionnel et spécialisé, en fonction des aptitudes ou du mérite, est consacré par l'article 20 de la Constitution, qui dispose que tous les citoyens ont des droits et des devoirs égaux. L'article 24 dispose que tous les citoyens ont droit à l'instruction. Le paragraphe 2 de cet article établit que la jouissance de ce droit est assurée grâce à un système d'enseignement gratuit. Une disposition analogue est contenue au paragraphe 1 de l'article 1 de la loi sur l'enseignement, selon lequel : "La société socialiste garantit aux jeunes de plus de 15 ans une instruction secondaire et supérieure, une préparation au travail et un enseignement complémentaire ...". Selon le paragraphe 3 du même article : "... dans ces établissements, les élèves sont admis en fonction de leurs aptitudes et de leurs intérêts ...". Le paragraphe 1 de l'article 9 de la loi sur les universités (No 19/1960, Recueil de lois) dispose ce qui suit : "Les candidats aux études universitaires sont admis en fonction de leurs aptitudes et intérêts". Conformément à l'arrêté No 28/1969, Recueil de lois, les universités acceptent les candidats les plus compétents, dans le domaine d'étude qui leur convient, sur la base des résultats qu'ils ont précédemment obtenus dans leurs études et du résultat de l'examen d'entrée. L'inscription des élèves dans les écoles secondaires et les universités ne fait l'objet d'aucune discrimination, aussi bien dans la pratique que dans la réglementation.

III. L'instrument juridique fondamental établissant le droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants est la loi No 94/1966, Recueil de lois, concernant la famille, qui régit les relations entre les parents et les enfants. La loi sur la famille contient à l'article 30 une disposition selon laquelle "l'éducation des enfants est assurée par les parents, l'Etat et les organismes publics qui forment une unité inséparable ...". Les dispositions suivantes précisent que les parents dirigent la conduite de leurs enfants et ont un rôle décisif dans leur éducation. On peut déduire de l'article 36 de la même loi, qui concerne la représentation, que dans les cas où l'enfant n'est pas en mesure d'assumer ses droits et obligations en matière juridique, il est représenté par ses parents. C'est ce qui se passe dans des cas concrets comme la conclusion de contrats d'emploi ou d'apprentissage, lorsqu'il s'agit d'un adolescent de moins de 15 ans, encore à l'âge où la scolarité est obligatoire. "Avant de conclure un contrat d'emploi ou un contrat d'apprentissage, ou de modifier le domaine d'apprentissage, l'organisation devra demander l'avis du représentant juridique du jeune employé mineur". (Article 164 de la loi No 65/1965, Recueil de lois, Code du travail). Dans la plupart des cas ce sont les parents de l'adolescent qui le représentent s'ils sont capables de régler des questions juridiques.

/...

Comme il est indiqué dans le commentaire de l'article 133 relatif à la famille, le droit de choisir le mode et le type de formation professionnelle à dispenser à l'enfant fait partie du droit des parents de donner l'instruction de leur choix à l'enfant. Ce droit est également lié au devoir des parents de représenter leur enfant mineur.

#### G. Droit de participer librement à la vie culturelle

La démocratisation de la culture, qui permet aux masses d'y accéder et de participer activement à la vie culturelle et artistique, est un principe qui est consacré dans la Constitution de la République socialiste tchécoslovaque. Le développement culturel de chaque citoyen fait partie de l'épanouissement de la personnalité de l'homme socialiste.

En conséquence, l'organisation des activités culturelles est conçue de façon à permettre l'accès à la culture partout dans le pays, même dans les endroits éloignés.

Un vaste réseau d'activités culturelles et éducatives, mis en oeuvre par des organismes régionaux et des organismes locaux, est à la base du développement culturel de la population. Les comités régionaux et les comités nationaux de district participent à ces activités lorsqu'ils ont un service culturel doté d'un effectif suffisant de personnel qualifié, d'inspecteurs, etc.

En 1970, le nombre des participants à des manifestations organisées dans le cadre d'activités culturelles et éducatives s'est chiffré au total à 45 285 000 en République socialiste tchécoslovaque, dont 35 456 000 en République socialiste tchèque et 9 829 000 en République socialiste slovaque; en 1972, il a été de 64 441 000 en République socialiste tchécoslovaque, dont 50 722 000 en République socialiste tchèque et 13 719 000 en République socialiste slovaque ont participé à des activités de ce genre.

Pour l'essentiel, ces activités sont organisées et dirigées (si l'on exclut les établissements culturels des grandes entreprises) par des maisons de la culture, des centres culturels et des établissements d'éducation populaire, dont le nombre était en 1970 de 6 449 en République socialiste tchécoslovaque, dont 3 599 en République socialiste tchèque et 2 850 en République socialiste slovaque; en 1972, il y avait 6 618 établissements de ce genre en République socialiste tchécoslovaque, dont 3 793 en République socialiste tchèque et 2 825 en République socialiste slovaque.

Le développement des activités artistiques du peuple se fait généralement sur la base de groupes; le nombre de ces groupes était en 1970 de 16 921 en République socialiste tchécoslovaque, dont 10 148 en République socialiste tchèque et 6 773 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en avait 20 658 en République socialiste tchécoslovaque, dont 13 373 en République socialiste tchèque et 7 285 en République socialiste slovaque. En 1970, ces groupes réunissaient 276 085 adhérents dans l'ensemble de la République socialiste tchécoslovaque, dont 167 080 en République socialiste tchèque et 109 005 en République socialiste slovaque; en 1972, ils comptaient 353 038 adhérents en République socialiste tchécoslovaque, dont 235 377 en République socialiste tchèque et 117 661 en République socialiste slovaque.

/...



Pour donner une idée de la vaste gamme d'activité de ces groupes, signalons qu'en République socialiste tchèque, sur un nombre total de 13 373 groupes en 1972, il y avait notamment 1 500 chorales, réunissant 38 500 membres; 1 600 troupes de théâtre réunissant 35 000 membres; 455 groupes folkloriques réunissant 12 500 membres; 448 groupes de théâtre de marionnettes, réunissant 5 700 membres; 310 clubs de film amateur réunissant 2 500 membres; 675 clubs d'art créatif réunissant 8 600 membres; 76 clubs de production artistique populaire, réunissant 1 500 membres; 279 ensembles de danse réunissant 7 000 membres; 170 clubs d'amateurs d'art réunissant 22 500 membres, etc.

Le développement des bibliothèques populaires fait l'objet d'une grande attention; il y en avait en 1970 11 245 en République socialiste tchécoslovaque (compte non tenu des bibliothèques scientifiques, scolaires, ainsi que des bibliothèques d'usine et de diverses autres institutions), dont 7 996 en République socialiste tchèque et 3 269 en République socialiste slovaque. En 1970, ces bibliothèques ont fait 51 815 000 prêts en République socialiste tchécoslovaque, dont 39 554 000 en République socialiste tchèque et 12 261 000 en République socialiste slovaque; en 1972, elles ont fait 59 382 000 prêts, dont 44 763 000 en République socialiste tchèque et 14 619 000 en République socialiste slovaque. Le nombre total de lecteurs en République socialiste tchécoslovaque était de 1 757 000 en 1970, dont 1 152 000 en République socialiste tchèque et 605 000 en République socialiste slovaque; en 1972, le nombre total de lecteurs en République socialiste tchécoslovaque était de 1 916 000, dont 1 236 000 en République socialiste tchèque et 680 000 en République socialiste slovaque.

Le pays possède également un vaste réseau de musées et galeries d'art; en 1970, il y avait en République socialiste tchécoslovaque 267 musées, dont 205 en République socialiste tchèque et 62 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en avait 271 en République socialiste tchécoslovaque, dont 209 en République socialiste tchèque et 62 en République socialiste slovaque. En 1970, on a enregistré 8 333 000 entrées dans ces musées, dont 5 671 000 en République socialiste tchèque et 2 662 000 en République socialiste slovaque; en 1972, on en a enregistré 10 845 000 au total, dont 7 416 000 en République socialiste tchèque et 3 429 000 en République socialiste slovaque. Il y avait en 1970 40 galeries en République socialiste tchécoslovaque, dont 28 en République socialiste tchèque et 12 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en avait 41 en tout, dont 29 en République socialiste tchèque et 12 en République socialiste slovaque. En 1970, on a enregistré 2 404 000 entrées dans ces galeries, dont 2 030 000 en République socialiste tchèque et 374 000 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en a eu en tout 3 181 000 dont 2 531 000 en République socialiste tchèque et 650 000 en République socialiste slovaque.

Le nombre de monuments et de zones historiques est également élevé. En 1972, il y avait en République socialiste tchèque 31 656 hauts lieux historiques, dont 127 grands châteaux. On a enregistré huit millions d'entrées au cours de l'année. En République socialiste slovaque, il y avait en 1972 6 584 lieux historiques et on a compté 3 500 000 entrées pendant l'année.

/...

En outre, la République socialiste tchécoslovaque s'intéresse traditionnellement à certains domaines, en particulier la musique et le théâtre. Sans compter les organes professionnels, il y avait en 1970-1972 22 ensembles musicaux d'Etat dans l'ensemble de la République, dont 14 en République socialiste tchèque et 8 en République socialiste slovaque. Ces ensembles musicaux ont donné, en 1970, 3 553 concerts, dont 2 657 en République socialiste tchèque et 896 en République socialiste slovaque; il y en a eu en 1972 3 953, dont 2 857 en République socialiste tchèque et 1 078 en République socialiste slovaque. En 1970 on a enregistré à ces concerts 2 076 000 entrées dont 1 391 000 en République socialiste tchèque et 685 000 en République socialiste slovaque; en 1972 il y en a eu 2 577 000 dans l'ensemble de la République, dont 1 716 000 en République socialiste tchèque et 861 000 en République socialiste slovaque.

Le nombre de théâtres permanents en République socialiste tchécoslovaque était de 83 en 1970, dont 67 en République socialiste tchèque (y compris 24 à Prague) et 19 en République socialiste slovaque. Ces théâtres permanents ont donné en 1970 607 premières, dont 482 en République socialiste tchèque et 125 en République socialiste slovaque; en 1972, 610 premières, dont 491 en République socialiste tchèque et 119 en République socialiste slovaque. En 1970, on a enregistré 9 486 000 entrées, dont 7 835 000 en République socialiste tchèque et 1 651 000 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en a eu 9 673 000, dont 7 991 000 en République socialiste tchèque.

Les cinémas ont aussi un public nombreux, mais plutôt en diminution. En 1970, il y avait en République socialiste tchécoslovaque 3 496 cinémas, dont 2 394 en République socialiste tchèque et 1 102 en République socialiste slovaque; en 1972, il y avait 3 469 cinémas, dont 2 376 en République socialiste tchèque et 1 093 en République socialiste slovaque. Il y a eu en 1970 114 751 000 entrées, dont 84 246 000 en République socialiste tchèque et 30 505 000 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en a eu 98 362 000, dont 71 480 000 en République tchèque et 26 882 000 en République socialiste slovaque.

Nous tenons également à mentionner qu'en 1970 il y avait en République socialiste tchécoslovaque 31 observatoires et planétariums populaires, dont 24 en République socialiste tchèque et 7 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en avait 37, dont 24 en République socialiste tchèque et 13 en République socialiste slovaque. En 1970, on y a enregistré 571 000 entrées et en 1972 768 000. En 1970, il y avait 10 jardins zoologiques en République socialiste tchèque et 2 en République socialiste slovaque; en 1972, il y en avait 11 en République socialiste tchèque et 2 en République socialiste slovaque. En 1970, le nombre des entrées s'est chiffré à 2 644 000 et en 1972 à 3 467 000.

Les publications périodiques et non périodiques jouent du point de vue de l'information un rôle important dans les activités culturelles. Pour ce qui est des publications non périodiques, 6 635 titres sont sortis en 1972, dont 4 086 en République socialiste tchèque et 2 549 en République socialiste slovaque; le tirage a été au total de 72 788 000 exemplaires, dont 51 780 000 en République socialiste tchèque et 21 008 000 en République socialiste slovaque.

/...

Pour ce qui est du droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de la production scientifique, littéraire ou artistique en République socialiste tchécoslovaque, certains changements sont à signaler.

I. Le droit d'auteur et les droits des artistes exécutants, des producteurs d'enregistrement sonores et des organes de radio et de télévision sont réglementés en République socialiste tchèque par le décret du Gouvernement de la République socialiste tchèque No 159/1969, Recueil de lois, du 5 décembre 1969, concernant la rémunération des bénéficiaires de droits d'auteur ou d'artiste exécutant à verser dans des fondations culturelles, concernant les droits à payer pour l'utilisation d'oeuvres littéraires, scientifiques et artistiques non protégées, et concernant les droits que doivent payer les utilisateurs d'oeuvres. L'arrêté No 90/1970, Recueil de lois, du Ministère de la culture de la République socialiste tchèque, daté du 22 septembre 1970, réglemente la rémunération de certains types d'activité artistique réalisés en dehors de tout contrat d'emploi.

II. La protection des monuments historiques a été assurée sur le territoire de la République socialiste tchèque, pendant la période considérée, par de nouvelles lois, à savoir :

a) L'arrêté du Ministère de la culture, par lequel le centre historique des villes de Pelhřimov, Nové Město nad Metují, Telč est déclaré zone historique;

b) Le décret du Gouvernement de la République socialiste tchèque, daté du 21 juillet 1971, sur la zone historique de Prague;

c) Le règlement No 18 374/72-VI/1 du Ministère de la culture de la République socialiste tchèque, daté du 28 décembre 1972, sur la création d'équipes de travail chargées de la restauration des monuments historiques et sur l'organisation de leurs activités (publié dans le volume 1/1973 du Recueil de lois).

III. La protection de la nature a fait l'objet en République socialiste tchèque, pendant la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, de 57 arrêtés du Ministère de la culture sur l'établissement de régions protégées, de parcs d'Etat et de lieux protégés.

IV. Pendant la période considérée, la République socialiste tchécoslovaque a conclu huit accords culturels internationaux, à savoir :

- Un accord de coopération culturelle avec les Etats-Unis du Mexique,
- Un accord avec le Gouvernement de l'URSS pour la création et l'exploitation d'une maison soviétique de la science et de la culture à Prague,
- Un accord avec le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie pour la création dans les deux pays de maisons de la culture,
- Un accord avec le Gouvernement de la République de Chypre dans le domaine de la culture, de la science et de l'éducation,

/...

- Un accord culturel avec le Gouvernement de l'Etat de Koweït,
- Un accord de coopération culturelle et scientifique avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques,
- Un accord culturel avec le Gouvernement de la République italienne,
- Un accord culturel avec le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

La Constitution de la République socialiste tchécoslovaque, en premier lieu, mais d'autres lois également, garantissent la jouissance des droits mentionnés ci-dessus par le plus grand nombre possible d'habitants sans aucune distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinions politiques, d'origine nationale ou sociale, de richesse, de naissance, etc. Il est notamment prévu à l'article 20 de la Constitution que tous les citoyens de la République socialiste tchécoslovaque sont égaux en droit et le système juridique de la République réprouve et interdit toute discrimination pour des raisons de race, de nationalité, de langue, de religion, d'opinions politiques, de richesse, etc.

La loi constitutionnelle No 144/1968, Recueil de lois, relative au statut des minorités nationales, consacre le droit des citoyens de nationalité hongroise, allemande, polonaise et ukrainienne à l'instruction dans leur langue maternelle, au plein développement de leur culture, à des organismes culturels nationaux, et à des moyens d'information dans leurs langues maternelles respectives.

La Constitution et la loi sur la santé publique garantissent aux citoyens le droit de bénéficier de services de santé et de soins médicaux.

-----